Université de Yaoundé II
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
PROGRAMME DE FORMATION EN
GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé - Cameroun

GPE

The University of Yaounde II
Faculty of Economics and Management
Economic Policy Management Programme

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé-Cameroon

Arrêté n° 06/0104/MINESUP/DDES du 14 Septembre 2006

MASTER PROFESSIONNEL EN GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE (GPE)

MÉMOIRE PROFESSIONNEL DE FIN DE FORMATION

Dépenses publiques d'investissement et croissance économique au Cameroun

Par :

MAN-IGRI BADAWE Séraphin,
Ingénieur des Travaux Statistiques

Sous l'encadrement de :

Henri NGOA TABI,
Pr Titulaire des Universités,
Economiste,
Fellowship du Fonds Monétaire International (FMI).

Année Académique : 2024-2025
22ème promotion

DECHARGE

Le Programme de Formation en Gestion de la Politique Economique de l'Université de Yaoundé II n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce document. Ces opinions doivent être considérées comme propres à l'auteur.

DEDICACE

*A Mon père **MANG EGRE Birwe** et ma mère **YAASSAWA Bernadette** pour leur soutien moral, matériel et financier.*

À ma chère et tendre épouse

À mes frères et sœurs fraternels.

À mes amis, camarades et proches.

SOMMAIRE

DECHARGE 2
DEDICACE 3
SOMMAIRE 4
REMERCIEMENTS 5
LISTE DES ILLUSTRATIONS 6
INTRODUCTION GÉNÉRALE 8
PARTIE I : CADRE THÉORIQUE ET FAITS DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE 10
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA CROISSANCE 11
1.1. Définitions des concepts clés 11
1.2. Fondements théoriques 16
1.3. Contribution de l'investissement public par secteur à la croissance économique 19
CHAPITRE 2 : FAITS ET EVIDENCE EMPIRIQUES 22
2.1. Évidences empiriques 22
2.2. Faits stylisés de l'investissements publics et de la croissance économique 24
PARTIE II : ANALAYSE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU CAMEROUN DE 2010 A 2024 29
CHAPITRE 3 : DEMARCHE METHODOLOGIQUE ET DESCRIPTION DES DONNEES 30
3.1. Démarche méthodologique 30
3.2. Base de données 34
3.3. Choix et justification des variables retenues 35
CHAPITRE 4 : ANALYSE DESCRIPTIVE ET ECONOMETRIQUE : RESULTATS 38
4.1. Analyse descriptive 38
4.2. Analyse économétrique 43
4.3. Recommandations de politiques publiques (budgétaires) 49
CONCLUSION GÉNÉRALE 51
ANNEXES 52
BIBLIOGRAPHIE 55
TABLE DE MATIERES 57

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, je tiens tout d'abord à adresser mes sincères remerciements à la Direction de l'école pour la qualité de la formation dispensée, ainsi que pour l'encadrement académique et les conditions favorables mises à notre disposition tout au long de ce parcours.

J'exprime ma reconnaissance la plus distinguée au **Professeur NGOA TABI Henri**, pour avoir accepté d'encadrer ce travail. Ses orientations pertinentes, sa rigueur scientifique, sa disponibilité et ses conseils éclairés ont été d'un apport déterminant dans l'élaboration de ce mémoire.

Je n'oublie pas l'ensemble des enseignants du programme, dont les enseignements ont contribué à renforcer mes connaissances et à enrichir ma réflexion.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Test de stationnarité 44
Tableau 2: Résumé des tests de stationnarité 44
Tableau 3: premier résultat du modèle ARDL 45
Tableau 4: Test de cointégration 47

LISTES DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Investissement public (en milliards de FCFA) sur la période 2010 à 2024 25
Graphique 2: Part de l'investissement public dans le PIB (en %) 25
Graphique 3: Taux de croissance réel de l'économie camerounaise sur la période 2010 à 2026 (en %) 26
Graphique 4: Evolution des investissements public (en milliards) 38
Graphique 5: Composition sectorielle de l'investissement public (en milliards de FCFA) 39
Graphique 6: Investissement public et investissement rivé (en milliards) 40
Graphique 7 : Répartition sectorielle de la croissance 42

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Relation de long terme entre l'investissement public et la croissance économique 52
Annexe 2 : Tests classiques de validité du modèle économétrique 53
Annexe 3:Contribution sectorielle de l'investissement public sur la croissance 54

RESUME/ABSTRACT

RESUME :

Ce mémoire a pour objectif d'analyser l'impact des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique au Cameroun sur la période 2010–2024, avec un accent particulier sur la contribution sectorielle de ces dépenses. Pour ce faire, l'étude utilise une approche économétrique fondée sur le modèle ARDL en plus de l'analyse descriptive, permettant d'examiner les dynamiques entre les variables à partir de séries temporelles et de distinguer les interactions dans le temps.

Les résultats empiriques mettent en évidence un effet globalement négatif de l'investissement public sur la croissance économique, traduisant des inefficacités dans l'allocation et l'exécution des dépenses d'investissement public. Toutefois, l'analyse sectorielle révèle que certains domaines, notamment les infrastructures, le développement rural et le capital humain, présentent des contributions relativement plus importantes à la croissance, contrairement à d'autres secteurs dont l'impact demeure faible ou neutre.

Au regard de ces résultats, la principale recommandation de cette étude est d'orienter la politique budgétaire vers une amélioration de la qualité de l'investissement public, en privilégiant les secteurs à fort impact économique et en renforçant les mécanismes de gouvernance, de sélection et de suivi des projets, afin de maximiser l'efficacité des dépenses publiques sur la croissance économique.

Mots clés : Efficacité, investissement public, croissance économique, allocation

---

ABSTRACT:

This thesis aims to analyze the impact of public investment spending on economic growth in Cameroon over the period 2010–2024, with a particular focus on the sectoral contribution of this spending. To this end, the study uses an econometric approach based on the ARDL model, in addition to descriptive analysis, allowing for the examination of the dynamics between variables using time series and the identification of interactions over time.

The empirical results highlight an overall negative effect of public investment on economic growth, reflecting inefficiencies in the allocation and execution of public investment spending. However, the sectoral analysis reveals that certain areas, notably infrastructure, rural development, and human capital, make relatively larger contributions to growth, unlike other sectors whose impact remains weak or neutral.

In light of these results, the main recommendation of this study is to orient fiscal policy towards improving the quality of public investment, by prioritizing sectors with a strong economic impact and strengthening governance, selection and monitoring mechanisms for projects, in order to maximize the effectiveness of public spending on economic growth.

Passwords: Efficiency, public investment, economic growth, allocation

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Au cours de ces deux (02) dernières décennies, nous constatons que le rôle de l'investissement public dans la dynamique de croissance économique est devenu un axe central de réflexion dans l'analyse des politiques de développement, surtout dans les économies en développement comme au Cameroun. Nous remarquons que l'on observe des insuffisances structurelles en matière d'infrastructures, de capital humain et de capacités productives. L'intervention de l'État apparaît comme un levier essentiel pour impulser la transformation économique, notamment avec son instrument de politique budgétaire.

Au Cameroun, la question de l'efficacité des politiques publiques est très importante à partir de 2007 avec le tout premier régime financier de l'Etat qui consacre la performance au cœur de l'action public. Depuis lors, les autorités publiques ont mis en place des politiques qui visent à accélérer la croissance économique et à faire émerger le pays. Le Cameroun dans sa « vision à l'horizon 2035 » veut atteindre une croissance économique à deux chiffres. Pour cela, il faut utiliser efficacement les moteurs de la croissance, surtout l'investissement public. Les orientations stratégiques ont provoqué une hausse des dépenses publiques d'investissement. Elles augmentent dans les infrastructures, l'énergie, les transports, l'éducation et la santé mais semblent demeurer insuffisantes.

Je constate que, malgré ces efforts budgétaires, les performances économiques restent en dessous des attentes. Je remarque que le taux de croissance économique progresse, mais le taux de croissance économique reste trop faible pour relever les défis de l'emploi, de la réduction de la pauvreté et de la transformation de l'économie. Je me demande si les dépenses d'investissement fonctionnent réellement, notamment l'investissement public.

Dès lors, il est légitime de savoir **dans quelle mesure les dépenses publiques d'investissement contribuent-elles effectivement à la croissance économique au Cameroun ?** Plus spécifiquement, il s'agit de s'interroger s'il existe un lien, sur la nature de cette relation, son intensité, ainsi que sur les secteurs d'activité susceptibles de générer plus rapidement les retombées économiques les plus significatives que d'autre dans le contexte qui le nôtre.

L'intérêt de ce travail est double. D'une part, elle s'inscrit dans une perspective académique visant à enrichir la littérature empirique sur la relation entre investissement public et croissance économique dans les pays en développement. D'autre part, elle répond à une préoccupation opérationnelle en fournissant des éléments d'aide à la décision pour l'orientation des politiques publiques d'investissement au Cameroun.

Sur le plan méthodologique, cette étude adopte une **approche économétrique fondée sur l'analyse de séries temporelles couvrant la période 2010-2026**. Elle mobilise des outils statistiques et économétriques avancés permettant d'établir des relations quantitatives robustes entre les variables étudiées. Cette approche permet de dépasser les analyses descriptives pour proposer une évaluation empirique rigoureuse de l'impact de l'investissement public sur la croissance.

Objectif principal et Objectifs spécifiques

L'objectif principal de ce travail est d'évaluer empiriquement l'impact des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique au Cameroun. Ainsi, il s'agira d'analyser la relation dynamique entre investissement public et croissance économique, d'identifier les secteurs les plus productifs. Il sera question à la fin de formuler des recommandations en matière de politique économique.

Cette étude va dont tester les hypothèses de recherches suivantes les dépenses publiques d'investissement exercent un effet positif et significatif sur la croissance économique, l'impact de l'investissement public diffère selon les secteurs d'activité et enfin l'inefficacité dans l'allocation des ressources publiques limite les effets de l'investissement sur la croissance.

Démarche méthodologique

La méthodologie adoptée repose sur l'analyse descriptive des données macroéconomiques, la mise en œuvre de tests de stationnarité (test de Dickey-Fuller augmenté) ; l'estimation de modèles économétriques adaptés (ARDL, VAR ou ECM), l'analyse de la cointégration et des relations de long terme.

Le structure de ce travail repose sur deux parties principales. La première traite du cadre théorique et des faits stylisés de l'investissement public et de la croissance économique. La deuxième partie examine l'investissement public au Cameroun. Elle décrit d'abord la méthode, puis les données, ensuite les résultats des analyses descriptives et économétriques, ainsi que leur l'interprétation économiques des résultats obtenus.

PARTIE I : CADRE THÉORIQUE ET FAITS DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La compréhension de la relation entre l'investissement public et la croissance économique nécessite, dans un premier temps, une analyse approfondie des fondements théoriques ainsi que des faits stylisés observés dans les économies, en particulier dans les pays en développement.

Cette partie consiste à exposer dans un premier temps (**Chapitre 1**), les principaux cadres théoriques permettant d'analyser le rôle de l'investissement public dans la dynamique de croissance et, dans un deuxième temps (**Chapitre 2**), à mettre en évidence les tendances empiriques observées de part le monde en passant par les pays subsahariens et en particulier au Cameroun.

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA CROISSANCE

L'analyse de la relation entre les dépenses publiques d'investissement et la croissance économique nécessite, en amont, une clarification rigoureuse des concepts fondamentaux qui seront mobilisés tout long de ce présent mémoire. En effet, la littérature économique recourt à des notions dont les contours peuvent varier selon les approches théoriques, les contextes de l'étude et l'environnement dans lequel on se situe. Une définition précise de ces concepts permet donc, non seulement d'éviter toute ambiguïté, mais également de poser les bases d'un cadre analytique cohérent et compréhensible.

Dans cette recherche, il faut d'abord définir les dépenses publiques d'investissement, la croissance économique, la productivité de l'investissement public, l'efficacité de la dépense publique, le secteur d'activité et l'allocation des ressources budgétaires. Ces notions forment les bases de l'analyse et aident à comprendre comment l'action publique influence la dynamique de la croissance.

Il sera par la suite question d'exposer les fondements théoriques du lien qui existent entre l'investissement (en particulier public) et la croissance économique.

1.1. Définitions des concepts clés

1.1.1. Dépenses publiques d'investissement

Les dépenses publiques d'investissement constituent un instrument majeur de l'action publique en matière de développement économique. Elles correspondent à l'ensemble des dépenses engagées par l'État en vue d'accroître le stock de capital public, notamment à travers la réalisation d'infrastructures économiques et sociales.

Selon Richard Musgrave (*The Theory of Public Finance*, 1959, pp. 85–90), l'intervention publique se justifie par l'existence de défaillances du marché, notamment en matière de biens publics et d'externalités. Dans ce cadre, les dépenses d'investissement permettent d'assurer une allocation optimale des ressources. Dans les économies en développement, ces dépenses jouent un rôle encore plus crucial en raison de la faiblesse des capacités d'investissement du secteur privé. Elles contribuent à la création d'un environnement favorable à l'activité économique en réduisant les coûts de production et en améliorant la productivité globale.

Dans le contexte du Cameroun, l'investissement public constitue un levier stratégique majeur de transformation structurelle de l'économie, tel que le souligne la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. Il vise notamment à soutenir l'ambition d'émergence du pays à l'horizon 2035, en favorisant

une croissance économique soutenue, proche de deux chiffres, à travers le développement des infrastructures, du capital humain et des secteurs productifs.

Concrètement, l'investissement public au Cameroun se matérialise par une grande diversité de projets et d'interventions dans plusieurs secteurs clés. Au niveau des infrastructures économiques on note la construction et la réhabilitation des routes, le développement des infrastructures portuaires (par exemple port en eau profonde de Kribi), la construction de ponts (deuxième pont sur le Wouri), modernisation des réseaux ferroviaires et aéroportuaires. Au niveau du secteur énergétique, on relève la réalisation de barrages hydroélectriques (Lom Pangar, Memve'ele, Nachtigal), extension des réseaux de transport et de distribution d'électricité, développement des énergies renouvelables. On ne peut oublier les infrastructures sociales (Éducation, Santé, agriculture, technologies et numérique, etc.)

Ainsi, l'investissement public ne se limite pas à la simple dépense budgétaire ; il constitue un instrument central de politique économique visant à créer les conditions nécessaires à une croissance durable, inclusive et soutenue. Toutefois, comme le souligne la littérature économique et les orientations de la SND30, son efficacité dépend fortement d'un certain nombre des facteurs à savoir la qualité des projets, la gouvernance et de l'adéquation de ces derniers avec les priorités stratégiques nationales.

1.1.2. Croissance économique

La croissance économique se définit comme l'augmentation soutenue de la production de biens et services dans une économie sur une période donnée. Elle est généralement mesurée par le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel, c'est-à-dire corrigé de l'inflation. L'inflation étant l'augmentation générale et soutenue du niveau des prix dans une économie, entraînant une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie (Gregory Mankiw, *Macroeconomics*, 1992).

Selon les *approches classiques de la théorie économique*, notamment le modèle de Solow (1956)((A Contribution to the Theory of Economic Growth), la croissance repose sur trois facteurs principaux : **l'accumulation du capital**, la **croissance de la population active** et le **progrès technique**. Dans ce cadre, l'investissement joue un rôle central, puisqu'il permet l'accumulation du capital. En effet, l'investissement qu'il soit public ou privé, contribue à augmenter le stock de capital physique (machines, infrastructures, équipements), ce qui stimule la production.

Dans cette définition, le PIB est mesuré sous trois optiques dont celle qui nous intéresse est l'optique de la dépense ou de la demande globale sous l'identité suivante :

$$\boldsymbol{PIB = Consommation\ finale + Investissement + Exportations\ nettes}\ ;$$

Où la ***Consommation finale*** est l'agrégation de la consommation finale des ménages et les depenses courantes du Gouvernement ; l'***Investissement*** est constitué de la formation brute du Capital fixe (investissement privé et public) et de la variation des stocks) ; et les ***Exportations nettes*** représentent la différence entre les exportations et les importations au cours d'une année.

Pour le Cameroun, la croissance économique est un objectif stratégique majeur. La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 poursuit la Vision 2035, qui veut faire du pays une économie émergente en atteignant une croissance économique soutenue, proche de deux chiffres. Mais la croissance économique ne se résume pas à une hausse du PIB. La croissance économique doit aussi être inclusive, durable et créer des emplois pour répondre aux défis du développement.

1.1.3. Investissement public et productivité

La **productivité** constitue un concept central en économie, permettant d'évaluer l'efficacité avec laquelle les facteurs de production sont utilisés pour générer des biens et services. De manière générale, la productivité se définit comme le rapport entre une quantité produite et les moyens mis en œuvre pour l'obtenir. Elle peut être exprimée sous forme de productivité marginale afin d'évaluer l'apport de chaque facteur à la production de la richesse. C'est ainsi qu'on parle par exemple de de productivité du travail (production par unité de travail), de la productivité du capital (production par unité de capital). L'investissement public étant une portion importante du capital. Il est donc nécessaire de s'intéresser à sa productivité dans la croissance.

La productivité de l'investissement public montre la capacité des dépenses publiques d'investissement à créer des gains de production, d'efficacité et de croissance économique. La productivité de l'investissement public veut dire que la mesure porte sur la façon dont les ressources publiques investies se traduisent par une hausse réelle de la richesse nationale. Contrairement à l'investissement privé, dont la rentabilité se mesure généralement avec des indicateurs financiers comme le profit ou le rendement, la productivité de l'investissement public évalue les effets économiques et sociaux, qui sont souvent indirects et de long terme.

Selon David Aschauer (1989), les investissements publics, notamment dans les infrastructures, jouent un rôle déterminant dans l'amélioration de la productivité globale des facteurs. Ils permettent notamment de réduire les coûts de production ; d'améliorer la connectivité des marchés ; de faciliter les échanges commerciaux ; de stimuler l'investissement privé.

1.1.4. Efficacité de la dépense publique d'investissement

Plusieurs auteurs ont évoqué la question de l'efficacité économique d'un investissement. Selon **l'approche classique**, l'efficacité renvoie à la rentabilité du capital. John Maynard Keynes, dans son ouvrage intitulé, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, parue en 1936, estime que l'efficacité économique d'un investissement repose sur son efficacité marginale du capital, c'est-à-dire le rendement attendu comparé au coût du capital. Ainsi, l'investissement est efficace s'il stimule la production, l'emploi et la croissance globale.

Dans **l'approche néoclassique**, l'efficacité économique d'un investissement fait allusion à l'allocation optimale des ressources. C'est ainsi que Gérard Debreu, dans *Theory of Value: An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium* (1959), pense que l'efficacité économique correspond à une situation où aucune ressource ne peut être réallouée pour améliorer le bien-être sans en détériorer un autre (optimum de Pareto).

Dans **l'approche développementaliste, où** l'efficacité d'un investissement est attribuable à ses effets d'entraînement. Dans ce sens, François Perroux, dans L'économie *du XXe siècle* (1961), estime que l'efficacité économique d'un investissement se mesure par ses effets d'entraînement sur l'économie, au-delà de sa rentabilité directe. Il a une vision dynamique et structurelle dans la mesure où un investissement doit avoir plus des externalités positives et contribuer au développement structurel.

Dans l'**approche moderne des projets publics,** Alain Bonnafous & Dominique Gauthier dans *Évaluation des projets publics* (2014), estiment qu'un investissement est efficace s'il génère une valeur socio-économique nette positive, intégrant coûts, bénéfices directs et indirects. Plus loin encore, l'OCDE, dans *Cost-Benefit Analysis and the Environment* , paru en 2018 apprécie l'efficacité économique d'un investissement à sa capacité à produire des bénéfices durables, économiquement viables, socialement inclusifs et environnementalement soutenables.

1.1.5. Secteur d'activités

Colin Clark, dans *the Conditions of Economic Progress*, paru en 1940, classe les secteurs d'activités en trois catégories : primaire (agriculture), secondaire (industrie, transformation) et tertiaire (services). Une classification plus détaillée est utilisée par l'Institut National de la Statistique (INS) dans la publication des

Comptes Nationaux du Cameroun. Celle-ci est plus adaptée aux réalités camerounaises. Elle se présente ainsi qu'il suit :

- **Secteur primaire** comprend : l'agriculture, l'élevage et la chasse, la sylviculture et l'exploitation forestière, la pêche et la pisciculture.
- **Secteur Secondaire** est composé des industries extractives, agro-alimentaires, et autres industries manufacturières, de la production d'électricité, d'eau et d'assainissement.
- **Secteur tertiaire** quant à lui, est constitué du commerce, de la réparation des véhicules, des transports, des entrepôts, des communications, des informations et télécommunications, des banques et organismes financiers, de l'Administration publique, de la sécurité sociale, de l'éducation, la santé et l'action sociale et des autres services.

1.1.6. Allocation des ressources et allocation budgétaire publique

En économie, **l'allocation des ressources** désigne le processus par lequel les ressources disponibles (capital, travail, terres, finances) sont réparties entre différents usages afin de maximiser le bien-être collectif ou l'efficacité économique. Selon Lionel Robbins (*An Essay on the Nature and Significance of Economic Science*, 1932), l'économie est la science qui étudie l'allocation de ressources rares à des fins alternatives. Cette définition met en évidence le caractère fondamentalement **arbitral et stratégique** de l'allocation.

Dans une économie de marché, cette allocation est en grande partie assurée par le mécanisme des prix. Toutefois, en présence de défaillances du marché (biens publics, externalités, asymétries d'information), l'intervention de l'État devient nécessaire pour corriger ces inefficiences. C'est ainsi que Richard Musgrave (*The Theory of Public Finance*, 1959) attribue cette fonction d'allocation des ressources à l'Etat. La fonction d'allocation consiste précisément à orienter les ressources vers les secteurs où le marché est défaillant ou insuffisant et vise à améliorer la productivité.

Ainsi, l'allocation budgétaire désigne la manière dont l'État répartit ses ressources financières entre les différents secteurs de l'économie à travers le budget public, notamment le budget d'investissement. Dans le cas du Cameroun, cette allocation s'opère principalement à travers le Budget d'Investissement Public (BIP), qui finance des projets dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures (routes, ports, énergie), l'éducation, la santé, l'agriculture et les technologies.

La question centrale en économie publique n'est pas seulement de dépenser, mais de bien allouer les ressources. Une allocation est dite efficace lorsqu'elle maximise la croissance économique, améliore le bien-être social et optimise l'utilisation des ressources.

L'allocation budgétaire doit refléter les priorités économiques et sociales d'un pays. L'allocation budgétaire est un outil clé de la politique économique qui guide le développement.

1.2. Fondements théoriques

1.2.1. Approche keynésienne

L'un des premiers fondements théoriques du rôle de l'investissement public dans la croissance économique se trouve dans les travaux de **John Maynard Keynes en 1936 dans son ouvrage intitulé** *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Keynes soutient que l'investissement public joue un rôle essentiel dans la stimulation de la demande globale, notamment en période de sous-emploi. L'augmentation des dépenses publiques entraîne un **effet multiplicateur**, qui stimule la production, l'emploi et le revenu.

L'effet multiplicateur introduit par Keynes résulte du fait qu'une variation de l'investissement peut entraîner une variation plus que proportionnelle du revenu national et donc de la richesse nationale. L'idée centrale repose sur le fait que toute dépense initiale dans l'économie devient un revenu pour d'autres agents, qui en consomment une partie, générant ainsi une chaîne de dépenses successives. Ce processus cumulatif explique pourquoi l'impact final d'un investissement est supérieur à son montant initial.

Dans sa forme la plus simple, le multiplicateur keynésien est exprimé comme suit :

$\boldsymbol{k} = \frac{\mathbf{1}}{\mathbf{1}-\boldsymbol{c}}$, $\boldsymbol{k}$ est le multiplicateur et c est la propension à consommer.

La variation du revenu nationale (production totale) est alors donnée par :

$$\Delta \boldsymbol{Y} = \boldsymbol{k}.\Delta \boldsymbol{I}$$

$\Delta \boldsymbol{Y}$ est la variation du revenu national et . $\Delta \boldsymbol{I}$ est la variation de l'investissement (public et privé)

Dans cette perspective, l'approche keynésienne revêt une pertinence particulière pour les pays en développement, tels que le Cameroun, où la propension marginale à consommer est généralement plus élevée que la propension à épargner. Cette caractéristique renforce l'ampleur de l'effet multiplicateur, de sorte qu'une variation initiale de l'investissement se traduit par une augmentation plus que proportionnelle du revenu national. Ainsi, l'impact de l'investissement sur l'activité économique apparaît d'autant plus significatif que les revenus générés sont rapidement réinjectés dans le circuit économique sous forme de consommation.

1.2.2. Approche néoclassique

L'approche néoclassique de la croissance économique constitue l'un des cadres analytiques les plus influents dans la littérature économique. Elle trouve son fondement principal dans les travaux de Robert Solow (1956), notamment dans son article intitulé *A Contribution to the Theory of Economic Growth*. Cette approche vise à expliquer les déterminants de la croissance à long terme en mettant l'accent sur l'accumulation des facteurs de production et le rôle du progrès technique. Cette approche considère que la croissance économique est déterminée par des facteurs exogènes, notamment le progrès technique. Dans ce cadre, l'investissement public n'a qu'un effet transitoire sur la croissance.

Dans le cadre de l'analyse néoclassique, en particulier celle de Robert Solow, l'investissement, y compris l'investissement public, apparaît comme un facteur qui augmente le niveau de production à court et moyen terme. L'investissement public joue un rôle clé. L'investissement public, grâce à la mise en place d'infrastructures, d'équipements et d'installations économiques, renforce les capacités productives de l'économie et crée un environnement favorable au développement des activités économiques.

Cependant, bien que son effet sur le taux de croissance à long terme soit limité en raison des rendements décroissants du capital, l'investissement public joue un rôle structurant en posant les bases matérielles nécessaires à l'expansion des différents secteurs d'activité. De ce fait, il constitue un levier important de soutien à la croissance économique, notamment dans les phases initiales de développement.

Dans le **modèle néoclassique**, la production est représentée par une fonction de production agrégée, généralement de type Cobb-Douglas :

$$\boldsymbol{Y = AK^{\propto}L^{1-\propto}}$$

$\boldsymbol{Y}$ est la fonction de production ; $\boldsymbol{K}$ est le capital ; $\boldsymbol{L}$ est le travail ; A est le niveau de technologie (ou du progrès technique) ; $\propto$ est la part du capital dans la production.

L'approche néoclassique indique que les politiques économiques doivent soutenir l'accumulation du capital, pousser l'épargne, stimuler l'investissement et encourager le progrès technique. L'approche néoclassique avertit que l'État ne doit pas intervenir trop souvent, car une intervention excessive de l'État peut être inefficace.

Toutefois, cette approche repose sur plusieurs hypothèses clés à savoir les rendements décroissants du capital, la concurrence parfaite sur les marchés, la mobilité des facteurs de production, le progrès technique exogène et la rationalité des agents économiques. Ces hypothèses qui ont permis de construire ce modèle simple, peuvent s'avérer restrictives, notamment dans le contexte des pays en développement.

1.2.3. Théories de la croissance endogène

Les théories de la croissance endogène émergent dans les années 1980 en réponse aux limites de l'approche néoclassique, notamment celle de Robert Solow, qui considère le progrès technique comme exogène. Ces nouvelles approches visent à expliquer la croissance économique de long terme à partir de facteurs internes au système économique, en mettant l'accent sur les externalités, l'innovation et les politiques publiques. Les modèles de croissance endogène intègrent les politiques publiques (y compris celles liés aux investissements publics comme déterminants de la croissance de long terme).

Le point principal de ces théories est que la croissance peut se soutenir elle-même grâce à des mécanismes internes tels que l'accumulation du capital humain, le progrès technologique et l'investissement dans les infrastructures. Contrairement au modèle de Solow, les rendements du capital ne diminuent pas forcément, ce qui rend possible une croissance soutenue sur le long terme. Selon ces modèles, l'investissement dans les infrastructures, l'éducation et la recherche crée des effets positifs qui maintiennent la croissance.

1.2.3.1. Modèle de Paul Romer (1986) : le rôle de l'innovation

Dans son article *Increasing Returns and Long-Run Growth* (1986), Paul Romer met en évidence le rôle central du savoir et de l'innovation dans la croissance économique. Il introduit l'idée selon laquelle le capital, notamment immatériel, génère des externalités positives.

La fonction de production peut s'écrire sous la forme :

$$\boldsymbol{Y = A(K)K^{\propto}L^{1-\propto}}$$

Dans cette fonction le progrès technique $\boldsymbol{A}$ dépend du niveau de capital accumulé. Ainsi, l'investissement (y compris l'investissement public) joue un rôle déterminant en finançant la recherche et le développement, en améliorant le système éducatif et en favorisant la diffusion des technologies. D'où l'investissement public contribue indirectement à la croissance en renforçant les capacités d'innovation.

1.2.3.2. Modèle de Robert Lucas (1988) : le capital humain

Dans *On the Mechanics of Economic Development* (1988), Robert Lucas met l'accent sur le rôle du capital humain comme moteur de la croissance économique.

La fonction de production inclut désormais le capital humain :

$$\boldsymbol{Y = K^{\propto}(HL)^{1-\propto}}$$

Où $\boldsymbol{H}$ représente le capital humain.

Dans ce modèle l'éducation et la formation améliorent la productivité du travail ; les externalités du capital humain favorisent la croissance globale. L'investissement public dans l'éducation, la santé, la formation professionnelle ; devient ainsi un facteur clé de croissance à long terme.

1.2.3.3. Modèle de Robert Barro (1990) : l'investissement public productif

Dans son article *Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth* (1990), Robert Barro introduit explicitement les dépenses publiques dans la fonction de production.

La fonction prend la forme :

$$\boldsymbol{Y = K^{\propto}(G)^{\beta}}$$

où $\boldsymbol{G}$ représente les dépenses publiques productives.

Ce modèle met en évidence que les infrastructures publiques (routes, énergie, télécommunications) améliorent la productivité du capital privé et l'investissement public peut générer des rendements constants ou croissants. Il montre qu'il existe un niveau optimal de dépenses publiques qui améliore clairement la productivité. Ainsi, contrairement à Solow l'investissement public a un **effet direct et durable sur la croissance.**

1.3. Contribution de l'investissement public par secteur à la croissance économique

On remarque que l'analyse du lien entre l'investissement public et la croissance économique a évolué. Aujourd'hui, les chercheurs tiennent compte non seulement du montant total de l'investissement public, mais aussi de la façon dont l'investissement public se répartit entre les secteurs. La littérature économique montre que la répartition de l'investissement public influence fortement la croissance économique. Tous les investissements publics ne soutiennent pas la croissance économique de la même façon ; certains secteurs soutiennent mieux la croissance économique que d'autres.

Dans cette perspective, les travaux de Devarajan, Swaroop et Zou (1996), dans leur article intitulé *The Composition of Public Expenditure and Economic Growth*, constituent une référence majeure. Ces auteurs montrent que la composition des dépenses publiques joue un rôle crucial dans la dynamique de croissance. Ils établissent notamment que certaines catégories de dépenses, considérées comme productives, telles que les investissements en infrastructures ou en capital humain, ont un effet positif sur la croissance, tandis que d'autres peuvent s'avérer moins efficaces, voire contre-productives, lorsqu'elles

sont mal orientées. Ainsi, l'efficacité de l'investissement public dépend largement de son allocation sectorielle.

Dans la même logique, les travaux de David Aschauer (1989), dans Is Public Expenditure Productive?, montrent que les infrastructures publiques jouent un rôle clé pour augmenter la productivité globale des facteurs. Les travaux de David Aschauer montrent que les investissements dans le transport, l'énergie et les télécommunications réduisent les coûts de production, facilitent les échanges et améliorent l'efficacité du capital privé. Les résultats indiquent que les secteurs structurants comme le transport, l'énergie et les télécommunications ont un effet multiplicateur sur toute l'économie.

Par ailleurs, l'approche développée par Albert Hirschman (1958) dans *The Strategy of Economic Development* apporte un éclairage complémentaire en introduisant la notion de « secteurs moteurs ». Selon cet auteur, certains secteurs disposent d'un potentiel d'entraînement plus élevé en raison des liens qu'ils entretiennent avec les autres activités économiques. Les investissements dans ces secteurs génèrent des effets en chaîne, tant en amont qu'en aval, favorisant ainsi la diversification économique et l'accélération de la croissance. Cette analyse met en évidence l'importance de cibler les investissements publics vers les secteurs à fort potentiel de diffusion.

Dans une perspective générale, les travaux de Chenery, Robinson et Syrquin (1986), dans *Industrialization and Growth: A Comparative Study*, insistent sur le rôle de la transformation structurelle dans le processus de développement. Ils montrent que la croissance économique s'accompagne d'une réallocation progressive des ressources entre les secteurs, notamment du secteur primaire vers les secteurs industriel et tertiaire. Dans ce contexte, l'investissement public apparaît comme un instrument clé permettant d'accompagner cette transformation en orientant les ressources vers les secteurs les plus dynamiques. En outre, les théories de la croissance endogène, notamment celles de Robert Lucas (1988) dans *On the Mechanics of Economic Development*, mettent en évidence l'importance du capital humain comme facteur déterminant de la croissance à long terme

Cependant, la littérature souligne également que l'impact de l'investissement public sur la croissance dépend fortement de la qualité des institutions et de l'efficacité de la gestion publique. À cet égard, North (1990), dans *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, met en évidence le rôle central des institutions dans la performance économique. Une mauvaise allocation des ressources, liée à des défaillances institutionnelles, peut ainsi limiter, voire annuler, les effets positifs attendus de l'investissement public.

CONCLUSION

Au terme de ce chapitre, il apparaît que la relation entre l'investissement public et la croissance économique ne saurait être appréhendée sans invoquer les approches théoriques. Les analyses keynésiennes mettent en avant le rôle de l'investissement public comme instrument de relance de la demande à court terme, tandis que les modèles néoclassiques insistent davantage sur ses effets transitoires dans un contexte de rendements décroissants du capital. À l'inverse, les théories de la croissance endogène confèrent à l'investissement public une place centrale dans la dynamique de croissance durable, en soulignant son rôle dans la formation du capital humain, le développement des infrastructures et la diffusion du progrès technique.

Au-delà de ces fondements théoriques, l'examen des concepts mobilisés dans cette étude met en évidence un point essentiel : l'efficacité de l'investissement public dépend moins de son ampleur que des conditions dans lesquelles il est conçu, alloué et exécuté. La littérature économique converge ainsi vers l'idée que tous les investissements publics ne produisent pas les mêmes effets, et que leur contribution à la croissance est fortement conditionnée par leur orientation sectorielle, leur qualité et leur cohérence avec les priorités de développement. Les investissements dans les infrastructures économiques, l'éducation ou encore la santé apparaissent, à cet égard, comme particulièrement déterminants.

Ainsi, au regard des approches théoriques évoquées, le chapitre suivant s'attachera à les confronter aux réalités empiriques, en mettant en évidence les faits stylisés et les résultats observés dans différents contextes, et en particulier au Cameroun.

CHAPITRE 2 : FAITS ET EVIDENCE EMPIRIQUES

Le présent chapitre expose les faits et évidences internationales de la relation qui peux exister entre l'investissement public et la croissance économique. Il parcourt les faits observés dans les pays développés et sous-développés notamment ceux des pays subsahariens. Il se veut en même temps présenter les études similaires déjà réalisés au Cameroun et vient positionner la présente étude dans la continuité des autres chercheurs sur la thématique.

2.1. Évidences empiriques

2.1.1. Evidences dans les pays développés

Les premières analyses empiriques du lien entre investissement public et croissance économique ont été menées principalement dans les pays développés, avec des résultats fondateurs mais parfois divergents.

Dans une étude pionnière, David Aschauer (1989), dans son article *Is Public Expenditure Productive?*, met en évidence une relation positive et significative entre le capital public et la productivité aux États-Unis. L'auteur montre qu'une augmentation de 1 % du stock de capital public entraîne une hausse de la productivité totale des facteurs d'environ **0,39 %**. Il souligne en particulier le rôle déterminant des infrastructures économiques (routes, transports, énergie) dans l'amélioration de l'efficacité productive.

Cependant, cette vision optimiste est nuancée par Robert Barro (1991) dans *Economic Growth in a Cross Section of Countries*. À partir d'un échantillon d'environ 98 pays, l'auteur observe que les dépenses publiques de consommation ont un effet négatif sur la croissance, tandis que l'investissement public ne présente pas d'effet statistiquement significatif dans certaines spécifications. Ces résultats suggèrent que toutes les dépenses publiques ne contribuent pas de manière uniforme à la croissance économique.

Dans la même perspective, Kneller, Bleaney et Gemmell (1999), dans *Fiscal Policy and Growth: Evidence from OECD Countries*, montrent que les dépenses publiques dites productives ont un effet positif sur la croissance, avec une élasticité estimée autour de **0,2** à **0,3**, tandis que les dépenses improductives ont un effet négatif. Ces résultats mettent en évidence l'importance de la structure des dépenses publiques.

2.1.2. Évidences empiriques dans les pays en développement

Dans les pays en développement, l'investissement public joue un rôle particulièrement crucial en raison du déficit d'infrastructures et des insuffisances du secteur privé. Toutefois, les résultats empiriques restent contrastés.

Devarajan, Swaroop et Zou (1996), dans *The Composition of Public Expenditure and Economic Growth*, montrent que l'impact de l'investissement public dépend fortement de sa composition. À partir d'un panel de pays en développement, ils observent que certaines dépenses publiques, notamment les dépenses d'investissement mal orientées, peuvent avoir un effet négatif sur la croissance, avec des coefficients parfois estimés à **-0,2** à **-0,5** dans certaines spécifications.

Dans une étude plus récente, Abiad, Furceri et Topalova (2016), intitulée *The Macroeconomic Effects of Public Investment: Evidence from Advanced Economies*, montrent qu'une augmentation de l'investissement public de 1 % du PIB entraîne une hausse du PIB d'environ **0,4 % la première année** et jusqu'à **1,5 % à moyen terme**. Bien que cette étude porte sur des économies avancées, ses résultats sont souvent mobilisés pour les pays en développement, notamment en ce qui concerne les effets dynamiques de l'investissement.

Par ailleurs, Calderón et Servén (2004), dans *The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution*, montrent que l'amélioration des infrastructures peut accroître la croissance économique de **1 à 2 points de pourcentage** dans les pays en développement, tout en réduisant les inégalités.

2.1.3. Évidences empiriques en Afrique subsaharienne

Les études empiriques sur l'Afrique subsaharienne mettent en évidence une relation généralement positive entre investissement public et croissance, mais fortement conditionnée par la qualité des institutions.

Boopen (2006), dans *Transport Infrastructure and Economic Growth: Evidence from Africa*, montre que les infrastructures de transport contribuent significativement à la croissance économique, avec une élasticité estimée entre **0,2 et 0,6** selon les pays étudiés.

Kodongo et Ojah (2016), dans *Does Infrastructure Really Explain Economic Growth in Sub-Saharan Africa?*, montrent que l'accès aux infrastructures, notamment l'électricité et les télécommunications, explique une part importante de la croissance économique dans 45 pays d'Afrique subsaharienne. Ils estiment qu'une amélioration de 10 % de l'accès à l'électricité peut augmenter le PIB par habitant de **0,5 à 1 %**.

Le Fonds Monétaire International (2018), dans *Public Investment Efficiency in Sub-Saharan Africa*, souligne que les pays africains pourraient augmenter leur croissance de **2 à 3 points de pourcentage** en améliorant l'efficacité de l'investissement public. Le rapport met en évidence un écart important entre le niveau d'investissement et la qualité des infrastructures.

De même, Kararach et al. (2022), dans *Public Investment Efficiency, Economic Growth and Debt Sustainability in Africa*, montrent que les gains d'efficacité de l'investissement public peuvent améliorer significativement la croissance tout en réduisant les risques liés à l'endettement.

2.1.4. Évidences empiriques sur le Cameroun

Les études spécifiques au Cameroun présentent des résultats particulièrement intéressants et parfois contrastés. En 2017, Bendoma utilise un modèle ARDL et montre que l'investissement public a un effet **négatif et significatif** sur la croissance économique aussi bien à court qu'à long terme. L'auteur explique ce résultat par la faible efficacité des investissements publics, les retards d'exécution des projets et la mauvaise allocation des ressources.

Ngangnchi,et al. (2022), montrent dans l'article intitulé *External Debt, Public Investment and Economic Growth in Cameroon*, que l'investissement public peut avoir un effet positif sur la croissance, mais cet effet dépend fortement du mode de financement, notamment de l'endettement extérieur.

2.2. Faits stylisés de l'investissements publics et de la croissance économique

2.2.1. Investissement public en hausse depuis 2010

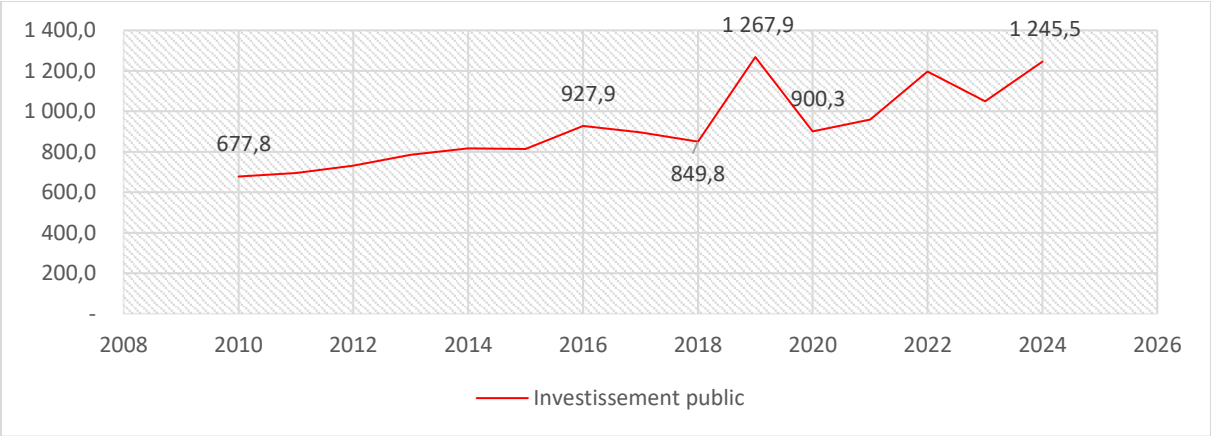
Au début de la période, l'investissement public évolue dans une dynamique relativement stable et ascendante. Entre 2010 et le milieu des années 2016, il progresse de manière régulière, traduisant une volonté continue des pouvoirs publics de soutenir l'activité économique. Cette phase se caractérise par une montée en puissance progressive, sans rupture majeure, où l'investissement semble accompagner la croissance et structurer le développement.

Cependant, cette trajectoire connaît un tournant marqué vers la fin de la décennie. Après quelques signes de ralentissement, l'investissement public atteint un pic notable autour de 2019, révélant un effort massif de dépense publique. Mais cette expansion est rapidement suivie d'une chute brutale, signe d'un choc important ayant affecté la capacité d'investissement de l'État. Cette rupture met en évidence la vulnérabilité de la dynamique d'investissement face aux contraintes économiques ou aux crises.

Dans les années récentes, une phase de reprise s'installe, avec une remontée progressive de l'investissement public. Néanmoins, cette reprise demeure irrégulière, marquée par des fluctuations qui traduisent une certaine instabilité.

Malgré cela, le niveau atteint reste globalement élevé (on observe qu'il a doublé sur la période inquée), confirmant une tendance de fond à la hausse, mais dans un contexte où la continuité et la prévisibilité des investissements publics restent encore fragiles.

Graphique 1 : Investissement public (en milliards de FCFA) sur la période 2010 à 2024



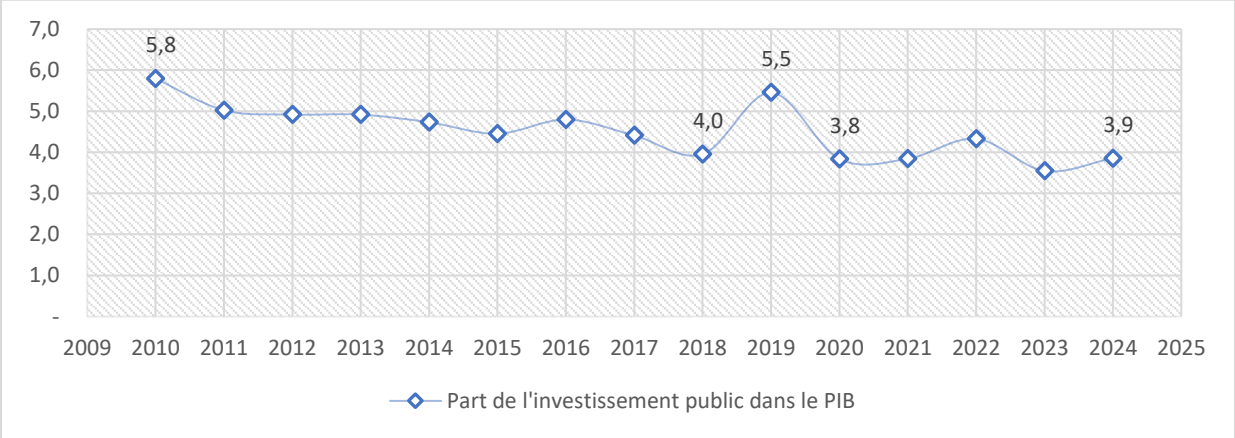
Source : Comptes Nationaux (INS)

2.2.2. Part de l'investissement public dans la richesse nationale

La part de l'investissement public dans la richesse nationale est sur une **tendance linéaire** et **baissière** au fil de temps. Elle passe de 5,8% en 2010 à 3,9% en 2024, soit une diminution d'environ **2 point** en 14 ans. On observe tout de même un relèvement de l'ordre de 5,5% en 2019 avant de connaitre une chute consécutivement due probablement à la survenance de la pandémie du Covid-19 en 2020 et à la crise en Ukraine.

Pour des pays en voix de développement où les investissements privés sont jugés insuffisant et donc le développement de la plupart de secteurs tels que l'eau, l'énergie, les routes, les ports, les aéroports etc releve exclusivement de l'Etat, cette part est jugée insuffisante pour atteindre le stade escompté.

Graphique 2: Part de l'investissement public dans le PIB (en %)



Source : Comptes Nationaux (INS)

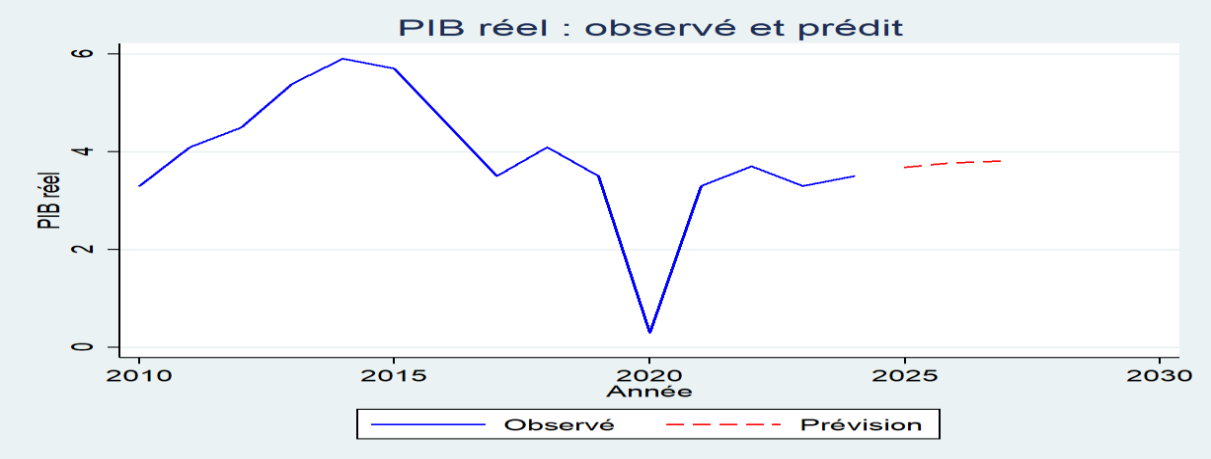
2.2.3. Croissance économique modérée

La croissance économique du Cameroun, appréhendée à travers l'évolution du produit intérieur brut réel, met en évidence une dynamique globalement positive sur la période 2010–2024, bien que marquée par des fluctuations conjoncturelles. Le PIB en volume enregistre une progression significative, passant d'environ 11 699,7milliards de FCFA en 2010 à plus de 32 316,2 milliards en 2024. Cette évolution traduit une expansion notable de l'activité économique, soutenue notamment par les politiques publiques, l'investissement et les transformations structurelles progressives de l'économie.

Toutefois, PIB réel (intégrant l'inflation) ne présente pas un caractère linéaire. L'analyse des variations annuelles révèle l'existence de 03 phases distinctes :

- Une première phase, couvrant la période 2010–2014, est caractérisée par une croissance relativement soutenue, traduisant les effets des réformes économiques et de la relance de l'investissement public.
- Une deuxième phase, entre 2015 et 2019, correspond à une période de croissance modérée mais relativement stable, malgré certaines contraintes budgétaires et des chocs externes.
- Une troisième phase dont l'année 2020 constitue un point de rupture, avec un ralentissement marqué de l'activité économique, en lien avec les perturbations globales. À partir de 2021, une phase de reprise s'amorce, avec une amélioration progressive du rythme de croissance, témoignant d'une certaine résilience de l'économie.

Graphique 3: Taux de croissance réel de l'économie camerounaise sur la période 2010 à 2026 (en %)



Source : Comptes Nationaux (INS), projection auteur

2.2.3. Importance des dépenses d'infrastructures

L'un des résultats les plus marquants des faits stylés est la **prédominance du secteur des infrastructures** dans la composition de l'investissement public. En moyenne, ce secteur absorbe plus de **60 %** des dépenses d'investissement public sur la période étudiée.

Cette forte concentration traduit la priorité accordée par les pouvoirs publics au développement des infrastructures économiques, notamment les routes, l'énergie et les équipements urbains. Cette orientation est cohérente avec les stratégies de développement adoptées par les autorités, qui considèrent les infrastructures comme un levier essentiel de transformation économique.

CONCLUSION

L'examen des faits stylisés ainsi que des contributions empiriques permet de dégager une vision plus concrète de la relation entre l'investissement public et la croissance économique. Contrairement aux prédictions théoriques souvent optimistes, les résultats observés dans la littérature et dans les données révèlent une relation plus ambivalente, marquée par des effets variables selon les contextes économiques et institutionnels. Cette diversité des conclusions met en évidence la nécessité d'une analyse approfondie, adaptée aux spécificités de chaque économie.

Au niveau international, plusieurs études confirment que l'investissement public peut stimuler la croissance, notamment lorsqu'il est orienté vers des secteurs stratégiques comme les infrastructures ou le capital humain. Toutefois, ces effets restent conditionnels à la qualité de la dépense publique, à l'efficacité de sa mise en œuvre et à la cohérence des politiques économiques. Dans de nombreux cas, les résultats mitigés s'expliquent par des inefficacités dans la gestion et l'allocation des ressources publiques.

Dans les pays en développement, et particulièrement en Afrique subsaharienne, ces contraintes sont encore plus prononcées. L'investissement public y est souvent limité par des problèmes de gouvernance, de capacités institutionnelles et d'exécution des projets, ce qui réduit son impact sur la croissance. Le cas du Cameroun illustre cette réalité, avec une progression de l'investissement public qui ne s'accompagne pas toujours d'une amélioration proportionnelle de la croissance, tandis que l'investissement privé tend à jouer un rôle de plus en plus important dans la dynamique économique.

En définitive, les faits stylisés confirment que l'investissement public ne constitue pas, à lui seul, un levier suffisant de croissance économique. Son efficacité dépend étroitement de sa qualité, de son orientation et du cadre institutionnel. Ces constats justifient la nécessité d'une analyse empirique approfondie du cas camerounais, qui sera développée dans la deuxième partie de ce travail, à travers une démarche méthodologique rigoureuse et des outils économétriques adaptés.

PARTIE II : ANALAYSE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU CAMEROUN DE 2010 A 2024

Après avoir présenté les fondements théoriques et les faits stylisés, il apparaît nécessaire de procéder à une analyse empirique afin d'évaluer quantitativement l'impact de l'investissement public sur la croissance économique.

La présente partie comme la première comporte deux (02) chapitres, le premier chapitre porte sur la démarche méthodologique et une description des données (**Chapitre 3**), et le second sur l'analyse descriptive et économétrique (**chapitre 4**).

CHAPITRE 3 : DEMARCHE METHODOLOGIQUE ET DESCRIPTION DES DONNEES

L'analyse de la relation entre les dépenses publiques d'investissement et la croissance économique requiert une démarche méthodologique rigoureuse, permettant d'établir des relations empiriques fiables entre les variables étudiées. En effet, la complexité des interactions entre l'investissement public et la dynamique de croissance, notamment dans un contexte de pays en développement comme le Cameroun, impose le recours à des outils économétriques adaptés, capables de capter à la fois les effets de court terme et les relations de long terme.

La question principale de ce chapitre est de choisir l'approche économétrique la plus adaptée pour étudier la relation entre les dépenses publiques d'investissement et la croissance économique. Le chapitre décrit les étapes de l'analyse empirique. L'approche économétrique suit ces étapes. La première étape consiste à collecter les données, puis à les traiter. La deuxième étape consiste à définir le modèle. La dernière étape consiste à appliquer les tests statistiques qui valident les résultats.

Ainsi, ce chapitre présente successivement la démarche de collecte et de traitement des données, le choix et la justification du modèle économétrique, la spécification du modèle retenu ainsi que les différents tests statistiques permettant d'assurer la robustesse et la validité des estimations.

3.1. Démarche méthodologique

3.1.1. Choix du modèle économétrique et justification

Le choix d'un modèle économétrique constitue une étape déterminante dans toute analyse empirique, dans la mesure où il conditionne la **validité et la pertinence des résultats obtenus**. Dans le cadre de l'étude du lien entre les dépenses publiques d'investissement et la croissance économique, ce choix doit répondre à un ensemble de critères à la fois théoriques, empiriques et statistiques.

En premier lieu, le choix du modèle doit être cohérent avec le cadre théorique de l'analyse. Les théories de la croissance, notamment les modèles néoclassiques et de croissance endogène développés par Robert Solow, Paul Romer et Robert Barro, suggèrent l'existence d'une relation entre le niveau de production et l'accumulation du capital, dont l'investissement public constitue une composante essentielle. Ainsi, le modèle retenu doit permettre de capturer cette relation fonctionnelle entre les variables, tout en tenant compte de leurs interactions dynamiques.

En second lieu, les caractéristiques des données utilisées constituent un critère fondamental dans le choix du modèle économétrique. En effet, dans le cas des séries temporelles, il est indispensable de tenir compte des propriétés statistiques des variables, notamment leur stationnarité. La distinction entre **séries**

intégrées d'ordre I(0) et I(1) oriente directement le choix du modèle. Par exemple, lorsque les variables présentent des ordres d'intégration différents, le recours à un **modèle ARDL** s'avère particulièrement pertinent, dans la mesure où il permet d'estimer des relations de court et de long terme sans exiger que toutes les variables soient intégrées du même ordre.

Par ailleurs, la nature de la relation à étudier constitue également un critère déterminant. Dans le cadre de l'analyse du lien entre investissement public et croissance économique, il est essentiel de distinguer les effets de court terme des relations de long terme. Certains modèles, tels que les **modèles VAR (Vector AutoRegressive)**, permettent d'analyser les interactions dynamiques entre variables sans imposer de relation structurelle a priori, tandis que les **modèles à correction d'erreur (ECM)** permettent d'identifier les mécanismes d'ajustement vers un équilibre de long terme. Le modèle ARDL présente l'avantage de combiner ces deux dimensions en intégrant simultanément les dynamiques de court et de long terme.

Un autre critère important réside dans la taille de l'échantillon et la disponibilité des données. Dans les études portant sur des pays en développement comme le Cameroun, les séries temporelles disponibles sont souvent de taille limitée. Dans ce contexte, certains modèles économétriques, notamment les modèles de cointégration de Johansen, peuvent être moins adaptés en raison de leur exigence en termes de taille d'échantillon. À l'inverse, le modèle ARDL est reconnu pour sa robustesse dans les petits échantillons, ce qui justifie son utilisation dans de nombreuses études empiriques similaires.

En outre, le choix du modèle doit prendre en compte les hypothèses statistiques sous-jacentes et la capacité du modèle à satisfaire les tests de diagnostic. **Un bon modèle économétrique doit produire des résidus non autocorrélés, homoscédastiques et normalement distribués**. Il doit également être stable dans le temps, ce qui peut être vérifié à l'aide de tests de stabilité tels que les **tests CUSUM**. Ces critères permettent de s'assurer de la fiabilité des estimations et de la validité des conclusions.

Enfin, la finalité de l'étude constitue un critère essentiel dans le choix du modèle. Dans le cadre du présent travail, qui vise à analyser l'impact de l'investissement public sur la croissance économique et à identifier les effets sectoriels, il est nécessaire de recourir à un modèle capable de quantifier l'impact des variables explicatives et d'en interpréter les coefficients de manière économique. Le modèle retenu doit ainsi permettre de mesurer les élasticités, d'évaluer la significativité des relations et d'identifier les mécanismes de transmission.

Au regard des considérations théoriques, empiriques et statistiques précédemment évoquées, le modèle autorégressif à retards échelonnés (AutoRegressive Distributed Lag, ARDL) apparaît comme l'outil

économétrique le plus approprié pour analyser la relation entre les dépenses publiques d'investissement et la croissance économique dans le cas du Cameroun. Ce modèle, développé notamment par Pesaran, Shin et Smith (2001), permet d'étudier simultanément les dynamiques de court terme et les relations de long terme entre les variables.

3.1.2. Forme fonctionnelle du modèle ARDL

Le modèle ARDL repose sur l'idée selon laquelle la variable dépendante peut être expliquée non seulement par ses propres valeurs passées, mais également par les valeurs courantes et retardées des variables explicatives.

Dans le cadre de cette étude, la relation entre la croissance économique et l'investissement public peut être spécifiée sous la forme générale suivante :

$$PIB_t = \propto_0 + \sum_{1}^{p} \propto_i * PIB_{t-i} + \sum_{0}^{q} \beta_j * InvPub_{t-j} + \sum_{0}^{r} \gamma_k * X_{t-k} + \varepsilon_t$$

où :

- PIB_t représente le produit intérieur brut réel à l'instant t,
- $InvPub$ désigne les dépenses publiques d'investissement,
- X_t correspond à un vecteur de variables de contrôle ,
- p, q, r représentent les retards optimaux,
- ε_t est le terme d'erreur.

3.1.3. Hypothèses du modèle ARDL

L'utilisation du modèle ARDL repose sur un ensemble d'hypothèses fondamentales.

Tout d'abord, il est supposé que les variables du modèle soient intégrées d'ordre zéro I(0) ou d'ordre un I(1), mais en aucun cas d'ordre deux I(2). Cette condition est essentielle pour la validité du test de cointégration basé sur l'approche des bornes.

Ensuite, le modèle suppose l'existence d'une relation de long terme entre les variables, qui peut être testée à l'aide du test de cointégration de Pesaran et al. (2001). Cette hypothèse implique que, malgré des fluctuations à court terme, les variables évoluent conjointement vers un équilibre de long terme.

Par ailleurs, les hypothèses classiques de l'économétrie doivent être vérifiées. Il est notamment supposé que les résidus du modèle sont non autocorrélés, homoscédastiques et normalement distribués. De plus, le modèle doit être stable dans le temps, ce qui garantit la constance des relations estimées.

Enfin, le modèle suppose une relation linéaire entre les variables, bien que certaines extensions permettent d'introduire des formes non linéaires.

3.1.4. Avantages du modèle ARDL

Le modèle ARDL présente plusieurs avantages qui justifient son utilisation dans le cadre de cette étude. Tout d'abord, il offre une grande flexibilité en permettant l'utilisation de variables ayant des ordres d'intégration différents, à condition qu'elles soient I(0) ou I(1). Cette caractéristique est particulièrement importante dans les études empiriques où les variables économiques présentent souvent des propriétés statistiques hétérogènes.

Ensuite, le modèle ARDL permet d'analyser simultanément les effets de court terme et de long terme, ce qui est essentiel pour comprendre les mécanismes de transmission de l'investissement public vers la croissance économique. Il permet notamment de distinguer les effets immédiats des politiques publiques de leurs impacts structurels.

Par ailleurs, ce modèle est particulièrement adapté aux échantillons de petite taille, ce qui constitue un avantage majeur dans le cas des séries temporelles disponibles pour des pays comme le Cameroun. Contrairement à d'autres méthodes de cointégration, il ne nécessite pas un grand nombre d'observations pour produire des résultats fiables.

En outre, le modèle ARDL permet d'éviter les problèmes liés à la simultanéité et à l'endogénéité dans une certaine mesure, grâce à l'introduction de retards des variables.

3.1.5. Limites du modèle ARDL

Malgré ses nombreux avantages, le modèle ARDL présente également certaines limites qu'il convient de prendre en compte.

Tout d'abord, il ne peut pas être utilisé lorsque les variables sont intégrées d'ordre deux I(2), ce qui impose une vérification préalable de la stationnarité des séries. En cas de présence de variables I(2), d'autres approches économétriques doivent être envisagées.

Ensuite, le choix du nombre optimal de retards peut influencer significativement les résultats. Un mauvais choix de retards peut conduire à des estimations biaisées ou inefficaces. Ce choix doit donc être réalisé avec rigueur, en s'appuyant sur des critères d'information tels que les critères d'Akaike ou de Schwarz.

Par ailleurs, le modèle ARDL repose sur une spécification linéaire, ce qui peut constituer une limitation dans le cas où la relation entre les variables est non linéaire ou comporte des effets de seuil.

Enfin, bien que le modèle permette de mettre en évidence des relations statistiques entre les variables, il ne garantit pas nécessairement l'existence d'une relation de causalité économique. Des tests supplémentaires, tels que les tests de causalité de Granger, peuvent être nécessaires pour approfondir l'analyse.

En définitive, le modèle ARDL constitue un cadre économétrique particulièrement adapté à l'analyse de la relation entre les dépenses publiques d'investissement et la croissance économique. Sa flexibilité, sa capacité à distinguer les dynamiques de court et de long terme, ainsi que son adéquation aux échantillons de petite taille en font un outil privilégié dans le cadre de cette étude. Toutefois, son utilisation requiert le respect d'un certain nombre de conditions et la prise en compte de ses limites, afin de garantir la validité et la robustesse des résultats obtenus.

3.2. Base de données

3.2.1. Sources des données

La qualité des résultats économétriques dépend fortement de la fiabilité des données utilisées. Dans le cadre de cette étude, les données mobilisées proviennent de sources institutionnelles reconnues, garantissant leur crédibilité et leur cohérence.

La base, structurée autour de la feuille « Base », regroupe un ensemble de variables économiques, budgétaires et sectorielles. Le recours à des sources institutionnelles telles que l'Institut National de la Statistique, le Ministère des Finances ou encore la Banque mondiale se justifie par leur fiabilité et leur reconnaissance internationale. Ce choix permet de limiter les biais liés à l'utilisation de données approximatives ou non harmonisées. Les principales sources sont les **Comptes nationaux** publiés par l'Institut National de la Statistique (INS), les données du **Ministère des Finances** et du **Ministère en charge de l'économie** (lois de finances, BIP), la base de données **World Development Indicators** de la Banque mondiale, les rapports d'exécution budgétaire. Ces données couvrent la période **2010-2024**, en cohérence avec les orientations stratégiques de développement.

3.2.2. Structuration et nature des données

La base de données mobilisée dans cette étude est constituée de séries temporelles annuelles couvrant la période 2010-2024. Ce choix de période n'est pas arbitraire ; il correspond à une phase marquée par d'importantes mutations économiques et budgétaires au Cameroun, notamment avec l'intensification des investissements publics dans le cadre des politiques de développement. Et le basculement d'une logique de gestion des moyens vers celle axée sur les résultats depuis 2013 et donc la performance (Efficacité et efficience). L'utilisation de données en séries temporelles permet d'appréhender les dynamiques

évolutives des variables et de capter les effets différés de l'investissement public sur la croissance économique.

L'étude repose sur des **données de séries temporelles**, ce qui permet d'analyser l'évolution dynamique des variables dans le temps. Les principales variables sont :

- le **PIB réel** (proxy de la croissance économique) ;
- les **dépenses publiques d'investissement** (globales et sectorielles) ;
- les **variables de contrôle possibles** (inflation, exportations nettes, l'indice de gouvernance, etc) ;

3.2.3. Traitement des données

Dans le cadre de cette étude, nous avons eu à compléter en fonction de la tendance, l'indice de gouvernance sur les années 2023 et 2024. Pour ce qui est des données sur les investissements publics, il était nécessaire de concilier les informations issues des comptes nationaux et celles issues des lois de règlements en fonction de priorité qu'on accorde à chaque source de données.

Par ailleurs, une transformation sur des variables à l'instar de l'investissement public par un passage en logarithme népérien (ln) pour stabiliser la variance et interpréter les coefficients comme élasticités lors de la modélisation.

En fin, il est question de vérifier la stationnarité comme une condition essentielle en économétrie des séries temporelles. Une série est stationnaire si sa moyenne est constante et sa variance est constante

3.3. Choix et justification des variables retenues

3.3.1. La variable expliquée : la croissance économique

La variable dépendante retenue dans cette étude est le taux de croissance du produit intérieur brut réel, qui constitue l'indicateur le plus couramment utilisé pour mesurer la croissance économique. Ce choix s'inscrit dans la tradition des modèles de croissance, notamment celui de Robert Solow, où le PIB est utilisé comme proxy de la production globale.

Le recours au PIB réel, plutôt qu'au PIB nominal, se justifie par la nécessité d'éliminer les effets de l'inflation, afin de mesurer la croissance en termes réels. Cette distinction est essentielle dans les pays en développement, où les fluctuations des prix peuvent fortement biaiser l'analyse.

3.3.2. La variable principale : l'investissement public

L'investissement public constitue la variable explicative centrale de cette étude. Ce choix est directement fondé sur la problématique de recherche, qui vise à analyser l'impact des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique.

Sur le plan théorique, ce choix est justifié par les travaux de David Aschauer (1989), qui montrent que le capital public, notamment les infrastructures, joue un rôle déterminant dans l'amélioration de la productivité. De même, dans les modèles de croissance endogène, notamment chez Robert Barro (1990), les dépenses publiques productives sont intégrées comme facteur de production.

Dans le contexte camerounais, ce choix est d'autant plus pertinent que l'investissement public constitue un levier majeur de politique économique, notamment en raison des déficits structurels en infrastructures.

3.3.3. Les variables sectorielles : une approche désagrégée de l'investissement

L'intégration de variables sectorielles constitue un choix méthodologique important, qui permet de dépasser une analyse globale de l'investissement public. En effet, comme le montrent Devarajan, Swaroop et Zou (1996), l'impact des dépenses publiques sur la croissance dépend fortement de leur composition.

Ainsi, les variables relatives aux secteurs tels que les infrastructures, industries et services, l'éducation et formation, santé, … sont retenues. Cette approche est également cohérente avec les travaux de Hirschman (1958), qui mettent en évidence le rôle des secteurs moteurs dans la dynamique économique. Ce choix permet ainsi d'analyser non seulement l'impact global de l'investissement public, mais également sa contribution sectorielle, ce qui constitue une valeur ajoutée importante dans la validation ou non de l'hypothèse 2 de cette étude.

3.3.4. Les variables de contrôle : une nécessité économétrique

L'introduction de variables de contrôle répond à une exigence fondamentale de l'analyse économétrique, qui consiste à éviter les biais d'omission. En effet, la croissance économique est influencée par de nombreux facteurs, et l'exclusion de certaines variables pertinentes peut conduire à une mauvaise estimation de l'impact de l'investissement public. Dans cette optique, des variables telles que l'investissement privé, l'inflation, l'indice de gouvernance sont intégrées dans le modèle.

CONCLUSION

Au terme de ce chapitre, il ressort que la démarche méthodologique adoptée constitue un cadre rigoureux et cohérent pour analyser la relation entre les dépenses publiques d'investissement et la croissance économique au Cameroun. Le recours à des données issues de sources institutionnelles fiables, combiné à un traitement statistique approprié, permet de garantir la qualité et la pertinence des résultats futurs. Par ailleurs, le choix du modèle ARDL se justifie pleinement au regard des caractéristiques des données, notamment leur ordre d'intégration et la taille relativement limitée de l'échantillon, tout en offrant l'avantage de distinguer les dynamiques de court terme et les relations de long terme.

En outre, la sélection des variables, fondée à la fois sur les enseignements théoriques et les résultats empiriques de la littérature, permet de capturer les principaux déterminants de la croissance économique. L'intégration de l'investissement public comme variable centrale, complétée par des variables de contrôle et une approche désagrégée par secteurs, confère à l'analyse une profondeur supplémentaire, en permettant d'appréhender non seulement l'impact global des dépenses publiques, mais également leur efficacité selon leur orientation. Cette approche contribue ainsi à mieux rendre compte de la complexité des mécanismes de transmission entre l'investissement public et la croissance.

Toutefois, il convient de souligner que, malgré le soin apporté à la construction de la base de données et à la spécification du modèle, certaines limites inhérentes aux données disponibles, notamment en termes de taille de l'échantillon et de qualité de certaines variables, peuvent influencer les résultats empiriques. Ces contraintes appellent à une interprétation prudente des estimations et justifient le recours à des tests de robustesse afin de renforcer la validité des conclusions.

Dans cette perspective, le chapitre suivant sera consacré à l'analyse descriptive et économétrique des données, afin de mettre en évidence les dynamiques observées et de tester empiriquement les hypothèses de recherche. Il s'agira notamment d'évaluer l'impact de l'investissement public sur la croissance économique, d'en apprécier la significativité et d'identifier les éventuelles différences selon les secteurs d'activité, en vue de tirer des enseignements pertinents pour la formulation des politiques publiques au Cameroun.

CHAPITRE 4 : ANALYSE DESCRIPTIVE ET ECONOMETRIQUE : RESULTATS

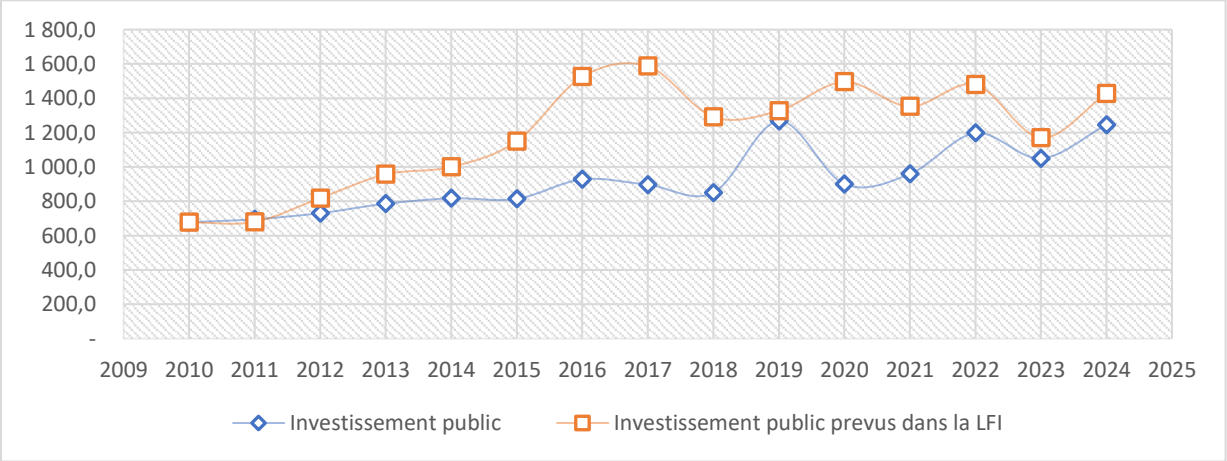
4.1. Analyse descriptive

4.1.1. Ecarts entre programmation et exécution en investissement public

Sur les quatorze (14) années d'expérimentation, seules trois (03) années ont connues une exécution à la hauteur des montants prévus en loi de finances initiales. En 2017, l'écart est plus consistant entre le montant prévu et la réalisation, soit 690,0 milliards.

Ces écarts plus ou moins généralisés dans l'exécution budgétaire en investissement résulteraient ***des problèmes de planification*** ou mais surtout ***d'absorption des crédits***. En effet, une hausse de l'investissement public traduirait la volonté de l'État de soutenir la croissance. Des écarts persistants entre les montants prévus et les réalisations relèvent des problèmes d'efficacité dans la gestion budgétaire, affectant ainsi son impact économique.

Graphique 4: Evolution des investissements public (en milliards)



Source : Comptes Nationaux (INS) et Lois de finances initiales

4.1.2. Composition sectorielle de l'investissement public

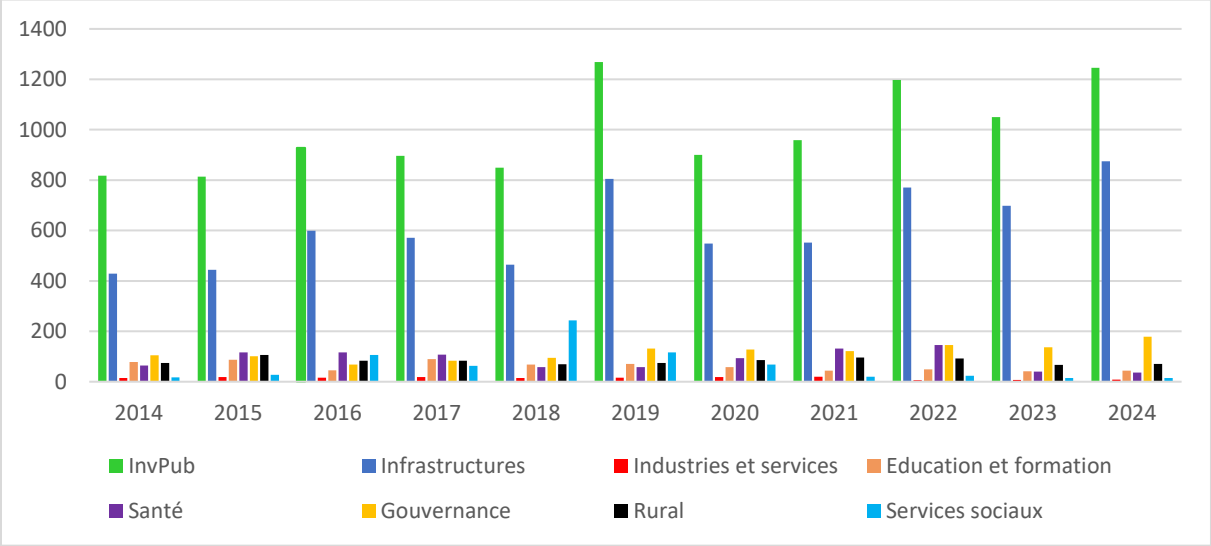
L'analyse globale de la composition sectorielle de l'investissement public met en évidence plusieurs éléments clés :

- Une **forte concentration des ressources dans les infrastructures,** traduisant une priorité donnée aux investissements physiques
- Une **faible allocation aux secteurs productifs (industries et services**), susceptible de limiter la transformation structurelle de l'économie
- Une présence modérée mais instable des investissements dans le capital humain (santé et éducation)

- Une **répartition complémentaire vers les secteurs rural et social**, contribuant au développement inclusif

Cette structure reflète une stratégie d'investissement orientée vers la construction des bases matérielles de la croissance, mais qui pourrait gagner en efficacité par une meilleure diversification sectorielle.

Graphique 5: Composition sectorielle de l'investissement public (en milliards de FCFA)



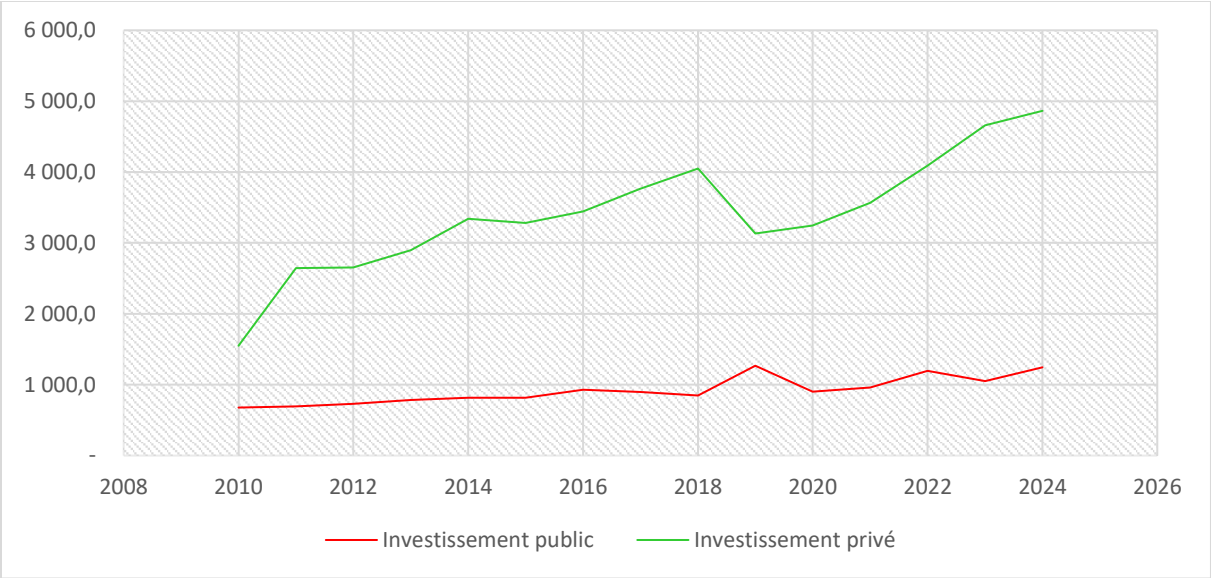
Source : Comptes Nationaux (INS) et Lois de règlements (MINFI)

4.1.2. Investissement public vs investissement privé

L'analyse comparative révèle qu'à partir de 2016–2017, l'investissement privé commence à croître plus rapidement que l'investissement public, creusant progressivement l'écart entre les deux. En effet, alors que l'investissement public connaît des variations irrégulières (baisse en 2017 et 2018 notamment), l'investissement privé poursuit une tendance haussière relativement stable. Cette divergence devient particulièrement marquée après 2019, période à partir de laquelle l'investissement privé s'impose clairement comme la composante largement dominante de l'investissement global.

Ces évolutions traduisent une transformation progressive de la structure de l'investissement au Cameroun. L'augmentation plus rapide de l'investissement privé peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment l'amélioration du climat des affaires, l'essor de certains secteurs d'activité et une implication croissante des acteurs privés dans le financement de l'économie. Par ailleurs, la relative stagnation de l'investissement public peut être liée à des contraintes budgétaires, à des problèmes d'exécution des projets ou encore à des priorités de politique économique orientées vers la stabilisation macroéconomique.

Graphique 6: Investissement public et investissement rivé (en milliards)



Source : Comptes Nationaux (INS)

4.1.3. Croissance économique

Comme nous l'avons observé précédemment, l'analyse de l'évolution de la croissance économique à travers le PIB réel montre que la dynamique de la croissance a été globalement fluctuante entre 2010 et 2024. Le taux de croissance se situe en moyenne entre 3 % et 5 %, avec des variations importantes d'une année à l'autre. Au début de la période, le taux de croissance reste modéré, autour de 3,5 % à 4 %, grâce à une certaine stabilité macroéconomique. Dans notre observation, on constate des ralentissements à certaines périodes. Les ralentissements s'accompagnent de taux qui descendent parfois sous les 3 %, les taux traduisent l'impact des contraintes structurelles et des chocs exogènes. On remarque aussi une baisse plus forte pendant les périodes de crise, où la croissance peut tomber à environ 2 % ou moins, à cause des perturbations économiques et des tensions internes. Ensuite, la reprise progresse doucement. La croissance se situe entre 4 % et 4,5 % mais n'atteint pas de niveaux élevés ni durables. Cette évolution montre que la croissance reste instable et modérée. Cette évolution révèle les limites structurelles de l'économie. Cette évolution exige que les moteurs de la croissance soient renforcés, notamment en rendant l'investissement public plus efficace et en allouant les ressources de façon plus optimale.

- **Structure de la croissance économique**

L'examen de la répartition sectorielle de l'économie camerounaise à partir des données exploitées met en évidence une structure productive marquée par une forte hétérogénéité des contributions sectorielles à la croissance économique. Sur l'ensemble de la période étudiée à savoir 2010 à 2024, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire n'ont pas participé de manière équivalente à la dynamique du produit

intérieur brut réel, révélant ainsi les caractéristiques profondes du processus de transformation structurelle de l'économie camerounaise.

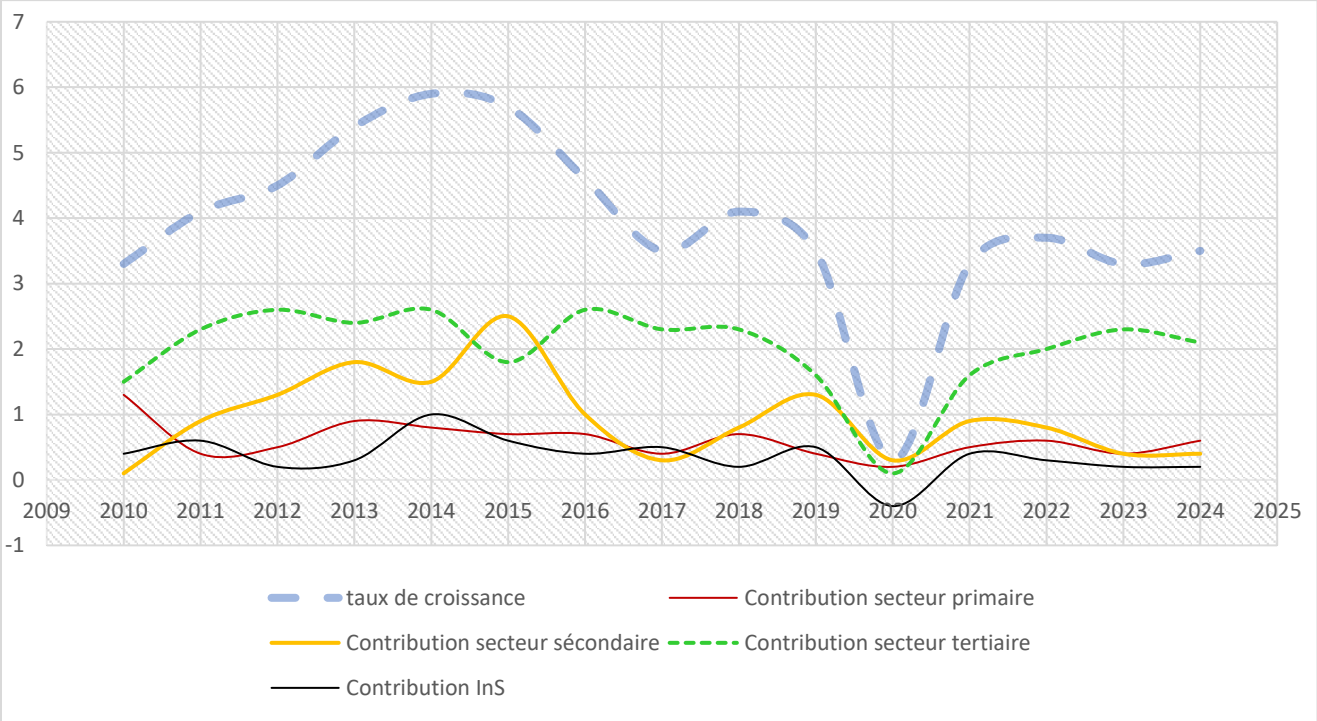
Le **secteur primaire**, qui regroupe principalement l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière, affiche une contribution relativement modeste à la croissance économique. En moyenne, sa **participation à la croissance du PIB réel** est estimée à environ **0,6 point par an**. Cette contribution, bien qu'essentielle pour l'emploi et la sécurité alimentaire, demeure limitée et tend même à se contracter au fil du temps. En effet, alors qu'elle atteignait environ 1,3 point de croissance au début de la période, elle se situe autour de 0,6 point en fin de période. Cette évolution traduit la persistance de contraintes structurelles telles que la faible productivité agricole, la dépendance aux conditions climatiques et la transformation encore insuffisante des produits agricoles. Ainsi, malgré son poids social, le secteur primaire peine à s'imposer comme un moteur durable de la croissance économique.

Le **secteur secondaire** présente quant à lui une contribution plus volatile, révélatrice d'un potentiel de croissance encore insuffisamment exploité. Sa **contribution moyenne** à la croissance économique s'établit à **environ 0,95 point** sur la période étudiée, avec des fluctuations importantes allant de 0,1 point à plus de 2,5 points selon les années. Cette instabilité reflète la forte dépendance du secteur aux activités extractives et aux projets ponctuels d'investissement, notamment dans le bâtiment et les travaux publics. Elle met également en évidence les difficultés persistantes de l'industrialisation au Cameroun, malgré les efforts consentis par l'État en matière d'investissements publics dans les infrastructures et l'énergie. En l'absence d'un tissu industriel suffisamment diversifié et intégré, le secteur secondaire ne parvient pas encore à jouer pleinement son rôle de catalyseur de la transformation structurelle de l'économie.

À l'inverse, le **secteur tertiaire** s'impose nettement comme le *principal moteur* de la croissance économique camerounaise. Sa **contribution moyenne** à la croissance du PIB réel est estimée à environ **2 points par an**, soit plus du double de celle du secteur secondaire et plus de trois fois celle du secteur primaire. Cette domination s'est renforcée au cours du temps, la contribution du secteur tertiaire passant d'environ 1,5 point de croissance au début de la période à plus de 2,1 points en fin de période. Cette dynamique traduit un processus progressif de tertiarisation de l'économie, soutenu par **l'expansion du commerce, des services de transport, des télécommunications et des services administratifs**. Elle reflète également l'impact relativement rapide des investissements publics orientés vers les infrastructures et les services, dont les effets sur l'activité économique sont plus immédiats que dans les secteurs productifs traditionnels.

Dans l'ensemble, l'analyse chiffrée met en évidence que les secteurs les plus rentables pour l'économie camerounaise à court et moyen terme sont ceux du tertiaire, en raison de leur forte capacité d'absorption de l'investissement public et de leurs effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Le secteur secondaire, bien que porteur d'un potentiel élevé, demeure confronté à des contraintes structurelles qui limitent son rendement économique, tandis que le secteur primaire exerce essentiellement un impact de long terme, davantage social que productif. Ces constats soulignent la nécessité d'aller au-delà de l'analyse descriptive et de recourir à une approche économétrique afin d'évaluer de manière rigoureuse l'efficacité des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique au Cameroun.

Graphique 7 : Répartition sectorielle de la croissance



Source : Comptes nationaux (INS).

4.1.3. Variables de contrôle

Au-delà des dépenses publiques d'investissement, la croissance économique est influencée par plusieurs variables macroéconomiques et institutionnelles. Dans le cadre de cette étude, certaines variables de contrôle ont été retenues afin de mieux appréhender les déterminants de la croissance économique au Cameroun. Il s'agit notamment de l'inflation, de l'indice de gouvernance, des exportations nettes, ainsi que d'autres variables macroéconomiques susceptibles d'affecter la dynamique économique.

L'analyse descriptive de ces variables permet de mieux comprendre l'environnement économique dans lequel s'inscrivent les dépenses publiques d'investissement, et d'identifier les facteurs susceptibles d'en moduler l'impact sur la croissance.

L'analyse des variables de contrôle met en évidence un environnement macroéconomique caractérisé par : (i) une inflation globalement maîtrisée mais sujette à des fluctuations ; (ii) une gouvernance relativement faible et en dégradation ; (iii) des exportations nettes négatives et instables, traduisant une dépendance aux marchés extérieurs. Ces éléments suggèrent que la croissance économique au Cameroun ne dépend pas uniquement des dépenses publiques d'investissement, mais également de l'ensemble du contexte macroéconomique et institutionnel.

4.2. Analyse économétrique

L'analyse descriptive, bien qu'essentielle, ne permet pas d'établir des relations causales entre les variables et de valider ou non les hypothèses formulées dans cette étude. C'est pourquoi il est nécessaire de recourir à une modélisation économétrique afin d'évaluer de manière rigoureuse l'impact des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique.

La problématique de ce chapitre est donc d'estimer et d'interpréter un modèle économétrique permettant de quantifier la relation entre les variables étudiées, tout en tenant compte des dynamiques de court et de long terme éventuellement. Il s'agit également d'identifier les secteurs d'activité les plus porteurs, afin d'orienter efficacement les politiques d'investissement public.

À cet effet, ce chapitre présente les résultats des estimations économétriques, leur interprétation économique, ainsi que les tests de validation des modèles, en vue de formuler des conclusions robustes et pertinentes pour la prise de décision.

4.2.1. Analyse des tests de stationnarité

Il est indispensable de vérifier les propriétés statistiques des variables utilisées, notamment leur stationnarité. En effet, l'utilisation de séries non stationnaires dans une régression peut conduire à des résultats biaisés et à des relations fallacieuses. Dans ce contexte, le test de stationnarité constitue une étape préalable essentielle permettant de s'assurer de la validité des estimations économétriques.

Les résultats du test de Dickey-Fuller augmenté indiquent que la majorité des variables considérées dans cette analyse, notamment le produit intérieur brut réel, les dépenses publiques d'investissement ainsi que la dette publique, ne sont pas stationnaires en niveau. En revanche, ces variables deviennent stationnaires après une différenciation première, ce qui permet de les considérer comme intégrées d'ordre

un, I(1). Par ailleurs, certaines variables, telles que l'inflation et l'indice de gouvernance, apparaissent stationnaires en niveau, c'est-à-dire intégrées d'ordre zéro, I(0).

Tableau 1: Test de stationnarité

```
. dfuller Log_PIB , lags(1)

Augmented Dickey-Fuller test for unit root         Number of obs   =        13

                                 ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                Statistic           Value             Value             Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -2.110            -3.750            -3.000            -2.630
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.2406

. dfuller D.Log_PIB , lags(1)

Augmented Dickey-Fuller test for unit root         Number of obs   =        12

                                 ------------ Interpolated Dickey-Fuller ------------
                    Test         1% Critical       5% Critical      10% Critical
                Statistic           Value             Value             Value
------------------------------------------------------------------------------
 Z(t)             -3.715            -3.750            -3.000            -2.630
------------------------------------------------------------------------------
MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0039
```

Source : Base de données, auteur

Le tableau ci-dessous présente la situation de l'ensemble des variables de l'étude

Tableau 2: Résumé des tests de stationnarité

Variable	*Stat ADF*	*p-value*	*Niveau*	*Différence première*	*Conclusion*
Log_PIB	-3.715	0.0039	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
Log_InvPub	-7.726	0.0000	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
IndGouv	-4.689	0.0001	Stationnaire	//	I(0)
Expnet	-5.402	0.0000	Stationnaire	//	I(0)

Source : Base de données, auteur

Au regard de ces résultats, il apparaît nécessaire de poursuivre l'analyse car les critères préalables sont remplis.

4.2.2. Modèle ARDL global

4.2.2.1. Qualité globale du modèle

L'estimation du modèle ARDL, intégrant notamment une transformation logarithmique de l'investissement public, permet d'appréhender de manière plus fine la relation entre les dépenses publiques d'investissement, la gouvernance, le commerce extérieur et la croissance économique au Cameroun.

Dans l'ensemble, les résultats obtenus apparaissent satisfaisants tant sur le plan statistique qu'économique.

L'estimation du modèle ARDL en logarithme montre une bonne qualité statistique. La probabilité liée à la statistique de Fisher vaut 0,0098, ce qui est inférieur au seuil de 5 %. La probabilité indique que le modèle ARDL est significatif. Le coefficient de détermination, $R^2 = 0,8066$, révèle que plus de 80 % des variations du PIB réel sont expliquées par les variables retenues. Le modèle ARDL possède donc une capacité explicative satisfaisante, même si la taille de l'échantillon reste relativement petite.

Tableau 3: premier résultat du modèle ARDL

```
. ardl Log_PIB Log_InvPub IndGouv ExpNet, maxlags(1) aic

ARDL(1,1,0,0) regression

Sample:        2011 -       2024                 Number of obs      =         14
                                                 F(    5,      8)   =       6.67
                                                 Prob > F           =     0.0098
                                                 R-squared          =     0.8066
                                                 Adj R-squared      =     0.6858
Log likelihood = -3.4385341                      Root MSE           =     0.4092
```

Log_PIB	Coef.	Std. Err.	t	P>|t|	[95% Conf.	Interval]
Log_PIB L1.	.5848083	.2306719	2.54	0.035	.052878	1.116739
Log_InvPub --.	-1.960306	1.370416	-1.43	0.190	-5.120492	1.19988
L1.	-8.642614	1.801346	-4.80	0.001	-12.79652	-4.488703
IndGouv	-17.77893	5.742564	-3.10	0.015	-31.0213	-4.536553
ExpNet	-.0004032	.0002676	-1.51	0.170	-.0010202	.0002138
_cons	51.87657	12.94312	4.01	0.004	22.02967	81.72346

Source : Base de données, auteur

4.2.2.2. Dynamique de la croissance économique

L'introduction du PIB retardé met en évidence une certaine inertie de la croissance économique. Le coefficient associé à cette variable est positif (0,5848) et statistiquement significatif. Dans une spécification en logarithme, ce coefficient s'interprète comme une élasticité : une augmentation de 1 % du PIB au cours de la période précédente entraîne une hausse d'environ 0,58 % du PIB courant.

Autrement dit, les performances économiques passées influencent positivement les performances actuelles. Ce résultat confirme que la croissance économique présente une dynamique persistante dans le temps.

4.2.2.3. Effet de l'investissement public sur la croissance

- **Effet direct**

L'investissement public, introduit sous forme logarithmique, ne présente pas d'effet significatif immédiat sur la croissance économique car la p-value associé à son coefficient (-1,96) est 0,19, ce qui est supérieur au seuil de 5%. Ce résultat suggère que les dépenses publiques d'investissement ne produisent pas instantanément des effets visibles sur l'activité économique, ce qui peut s'expliquer par les délais de mise en œuvre des projets et les contraintes administratives.

- **Effet retardé**

En revanche, le coefficient retardé de l'investissement public est négatif (-8,64) et fortement significatif. Dans un modèle log-log, ce coefficient représente une élasticité et s'explique ainsi qu'il suit : une augmentation de 1 % de l'investissement public entraîne une diminution d'environ 8,64 % du PIB (nous rappelons qu'il s'agit du volume et non du taux de croissance du PIB) l'année d'après. Ce résultat met en évidence une inefficacité de l'investissement public, indiquant que son accumulation ne se traduit pas par une amélioration de la performance économique.

Ce résultat met en évidence un effet défavorable de l'investissement public sur la croissance économique à court terme. Au regard de sa significativité statistique importante, ce résultat indique qu'il ne peut être ignoré. Il suggère que l'augmentation des dépenses publiques d'investissement, **en l'état actuel**, ne se traduit pas par une amélioration immédiate de la performance économique. Ce résultat contraire à l'apport théorique de l'investissement à la croissance peut s'expliquer par plusieurs facteurs notamment les retards dans l'exécution des projets, la faible qualité des investissements réalisés, ainsi que des problèmes de gouvernance et d'allocation inefficiente des ressources (**notion de coûts de projets d'investissements**).

4.2.2.4. Rôle de la gouvernance

L'indice de gouvernance est un facteur important de la croissance économique. Le coefficient négatif (-17,78) montre qu'une dégradation de la qualité institutionnelle entraîne un ralentissement de l'activité économique. L'indice de gouvernance souligne l'importance du cadre institutionnel dans la transformation des investissements en croissance effective.

À l'inverse, l'amélioration de la gouvernance stimule la croissance et renforce l'efficacité des politiques publiques. Elle améliore le climat des affaires et attire les investissements privés notamment les IDE.

Cette étude montre que la croissance économique du Cameroun dépend davantage de l'environnement institutionnel que du simple montant investi.

4.2.3. Relation de long terme entre les variables

4.2.3.1. Test de cointégration

Le test de cointégration de Pesaran, Shin et Smith (2001) a été utilisé pour examiner la relation de long terme entre les variables. Le test suppose que la relation de long terme entre les variables du modèle n'existe pas. Le résultat donne une statistique F de 12,313, qui dépasse largement les bornes critiques aux seuils de 10 %, 5 % et 1 %. Au seuil de 5 %, la borne supérieure est de 6,586, et la valeur de la statistique F la dépasse largement. On rejette alors l'hypothèse nulle et on conclut qu'il existe une relation de cointégration entre les variables.

En revanche, l'analyse de la statistique t liée au terme de correction d'erreur donne un résultat moins clair. La valeur obtenue (-1,800) n'est pas assez basse par rapport aux valeurs critiques, et cette valeur ne permet pas de confirmer la cointégration avec ce seul indicateur. La différence entre la statistique F et la statistique t apparaît souvent, surtout dans les échantillons de petite taille comme le nôtre (n=14), et ce qui limite toute libre interprétation. Mais, selon la méthode économétrique, la décision sur la cointégration se base surtout sur la statistique F, qui est jugée plus solide dans le test ARDL. Même si la statistique t est faible, les résultats globaux montrent qu'il existe une relation à long terme entre les variables du modèle. Cela veut dire que, même si les variables peuvent changer séparément à court terme, elles finissent par se diriger vers un même équilibre à long terme.

***Tableau 4**: Test de cointégration*

Pesaran, Shin, and Smith (2001) bounds test

H0: no level relationship — F = 12.313
Case 3 — t = -1.800

Finite sample (3 variables, 14 observations, 1 short-run coefficients)

Kripfganz and Schneider (2020) critical values and approximate p-values

	10%		5%		1%		p-value	
	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)
F	3.605	5.052	4.796	6.586	8.412	11.141	0.003	0.007
t	-2.626	-3.590	-3.107	-4.168	-4.217	-5.509	0.293	0.563

Source : Base de données, auteur

4.2.3.2. Effets de l'investissement sur le long terme

L'analyse des résultats du modèle ARDL à correction d'erreur montre que l'investissement public agit différemment sur la croissance économique selon l'horizon temporel considéré. En effet sur le **long terme**, l'investissement public n'a pas d'effet notable sur la croissance économique. Le coefficient lié à

l'investissement public est négatif, mais le coefficient n'est pas statistiquement important **(voir annexe 1)**. Tout de même, ce résultat montre que l'accumulation de l'investissement public ne conduit pas à une amélioration durable de la performance économique.

Ce résultat peut refléter des problèmes de surcouts de l'investissements publics particulièrement au Cameroun, des retards observés dans l'exécution des projets à temps mais globalement des problèmes de manque d'efficacité dans la gestion des projets publics.

4.2.3. Tests de diagnostics du modèle économétrique

Après avoir examiné l'autocorrélation des résidus avec le test de Breusch-Godfrey , et nous constatons qu'il n'y a pas de corrélation dans le temps. La probabilité du test est de 0,9926, bien au-delà du seuil de 5 %. Cette valeur montre que on ne rejette pas l'hypothèse d'absence d'autocorrélation. L'absence d'autocorrélation indique que les erreurs du modèle ne sont pas liées entre elles, ce qui est essentiel pour assurer la validité des estimateurs et la fiabilité des tests .

S'agissant de la normalité des résidus, les statistiques de Skewness et de Kurtosis, montrent que l'hypothèse de normalité ne peut pas être rejetée. La probabilité associée (0,1114) est supérieure au seuil de 5 %. Ainsi, les résidus sont approximativement distribués selon une loi normale. Le test de normalité des résidus est important pour la validité des tests de significativité des coefficients. Le test de normalité des résidus renforce la crédibilité des résultats obtenus. Pour les autres tests, voir **l'annexe 2**

En fin de compte, tous les tests de diagnostic indiquent que le modèle estimé fonctionne bien. Il n'y a pas d'autocorrélation, les résidus sont normaux et la multicolinéarité est faible, ce qui montre que les estimations sont solides. Mais on observe de l'hétéroscédasticité, ce qui constitue une faiblesse. Il faut corriger cette hétéroscédasticité pour rendre les résultats plus précis. Malgré cette faiblesse, le modèle reste valable pour analyser la relation entre l'investissement public et la croissance économique.

4.2.3. Contribution sectorielle de l'investissement public

L'estimation du modèle qui mesure les contributions sectorielles de l'investissement public à la croissance économique donne des résultats qu'on peut interpréter mais avec un certain recul **(voir annexe 3).**

Ainsi, l'analyse des coefficients montre des tendances sur les contributions sectorielles à court terme. Le secteur rural se révèle le plus important pour la croissance économique, avec un coefficient positif de 11,41. Les investissements dans les infrastructures arrivent ensuite avec un coefficient de 9,66. Les investissements dans l'éducation et la formation affichent un coefficient de 6,18 et apportent aussi des

effets positifs. En revanche, les investissements dans le secteur de la santé (-2,83), les investissements dans les services sociaux (-1,36) et les investissements dans la gouvernance (-20,18) ont un effet négatif sur la croissance à court terme. Le secteur des industries et services reste presque neutre ; le coefficient est très faible (0,09). Un impact limité se voit sur la dynamique de la croissance à court terme.

Les résultats exigent une grande prudence à cause des limites méthodologiques du modèle estimé. Le nombre insuffisant d'observations et la forte corrélation probable entre les variables explicatives réduisent la fiabilité des estimations. Ainsi, même si quelques tendances apparaissent, estimer des modèles séparés par secteur ou réduire le nombre de variables explicatives permet d'obtenir des résultats plus solides. Actuellement, l'analyse donne surtout une description des contributions des secteurs plutôt qu'une vraie preuve économétrique de leur impact sur la croissance économique.

4.3. Recommandations de politiques publiques (budgétaires)

Les résultats sus-évoqués montrent que le principal enjeu au Cameroun n'est pas tant le volume de l'investissement public mais son efficacité, sa qualité et son orientation. Les autorités doivent donc passer d'une logique d'augmentation des dépenses à une logique d'optimisation de l'impact économique des investissements publics. Au terme de cette étude, les principales recommandations à l'endroit des autorités camerounaise notamment celles en charge de la gestion de finances publiques en général et en particulier de l'investissement public.

- **Améliorer la qualité et la sélection des projets d'investissement public**

Nous constatons que les résultats montrent que l'investissement public ne produit pas beaucoup d'effets sur le moyen et le long terme. L'investissement public doit donc améliorer la qualité des dépenses. Les autorités doivent systématiquement faire des analyses coûts-bénéfices avant de valider un projet, choisir les projets qui offrent un fort rendement social et économique et laisser de côté les projets qui sont peu rentables. Mettre en place un cadre strict de priorisation, en accord avec la stratégie nationale, permet d'optimiser l'impact de chaque franc investi.

- **Renforcer la gouvernance et la transparence budgétaire**

La gouvernance a un rôle important dans tes résultats et indique que l'efficacité de l'investissement dépend du cadre institutionnel. Renforcer les mécanismes de lutte contre la corruption, améliorer la traçabilité des dépenses et publier régulièrement des rapports d'exécution sont les actions à prendre. Développer des systèmes de suivi-évaluation indépendante contribuera à renforcer la crédibilité et l'efficacité des politiques publiques au Cameroun.

- **Accélérer l'exécution des projets et réduire les délais**

Les délais d'exécution et les coûts d'ajustement peuvent expliquent l'effet négatif de l'investissement public. Nous devons réduire les lenteurs administratives, améliorer la planification des projets et renforcer les capacités des unités d'exécution. Une meilleure coordination entre les ministères limiterait les retards et augmenterait l'impact direct des investissements.

- **Orienter les investissements vers les secteurs à fort impact**

Les résultats sectoriels (même exploratoires) indiquent que certains secteurs apportent plus de croissance. Les autorités doivent mettre les investissements en priorité dans les infrastructures, le développement rural et le capital humain (éducation). Les investissements dans ces domaines créent des effets d'entraînement forts. En revanche, il faut réexaminer l'efficacité des dépenses dans les secteurs qui sont moins productifs.

- **Favoriser la complémentarité avec l'investissement privé**

L'investissement public ne doit pas se substituer au secteur privé, mais plutôt le stimuler. Il est recommandé d'améliorer le climat des affaires et de créer un environnement propice à l'investissement privé. Cette complémentarité permettrait de maximiser les effets multiplicateurs sur la croissance.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de ce travail dont l'étude visait à analyser l'impact de l'investissement public sur la croissance économique du Cameroun entre 2010 et 2024. Elle a cherché à mesurer la relation entre l'investissement public et la croissance économique, à examiner les autres variables de contrôle, et à évaluer la contribution sectorielle des dépenses publiques à la dynamique de la croissance. Pour cela, une approche économétrique fondée sur le modèle ARDL a été mobilisé en plus de l'analyse descriptive.

Les données empiriques montrent que l'investissement public a généralement dans le contexte camerounais un effet négatif sur la croissance économique. L'augmentation des dépenses d'investissement public ne conduit pas forcément à une meilleure performance économique. On peut expliquer ce phénomène par des retards importants dans la mise en œuvre, par des inefficacités dans la sélection des projets, des surcouts des projets d'investissements, ou par une mauvaise allocation des ressources publiques. La qualité de la gouvernance est un facteur clé qui influence fortement l'efficacité de l'investissement public. De plus, l'analyse sectorielle montre que certains domaines, comme les infrastructures, le développement rural et l'éducation, restent plus productifs. D'autres secteurs affichent des effets plus faibles ou neutres tels que la Gouvernance, les services sociaux, l'industrie et services.

À la lumière de ces résultats, nous constatons que les hypothèses de recherche présentées dans l'introduction sont en partie confirmées. L'hypothèse selon laquelle l'investissement public stimule la croissance économique est principalement rejetée, parce que l'effet observé est négatif. Au contraire, l'hypothèse qui porte sur le rôle essentiel de la gouvernance est confirmée, l'hypothèse met en avant l'importance du cadre institutionnel pour transformer les investissements en vraie croissance. De plus, l'hypothèse qui affirme une contribution différenciée des secteurs d'investissement est validée, l'hypothèse montre que les secteurs se classent selon leur impact économique.

Ces constats montrent la nécessité de proposer une orientation générale pour la gestion des finances publiques au Cameroun. Le constat montre clairement que le principal défi est d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'investissement public, plutôt que d'augmenter simplement la quantité d'investissements. Les autorités publiques doivent renforcer revoir les couts jugés exorbitants sans apporter une contribution réelle escomptée à l'économie, choisir les secteurs qui apportent le plus d'avantages économiques, comme les infrastructures, le secteur rural et le capital humain.

Toutefois, cette étude présente certaines limites, notamment liées à la taille faible de l'échantillon, à la qualité des données, ainsi qu'aux contraintes inhérentes aux modèles économétriques utilisés.

ANNEXES

Annexe 1 : Relation de long terme entre l'investissement public et la croissance économique

```
. ardl Log_PIB Log_InvPub IndGouv ExpNet, maxlags(1) aic ec

ARDL(1,1,0,0) regression

Sample:       2011 -       2024                 Number of obs     =         14
                                                 R-squared         =     0.8891
                                                 Adj R-squared     =     0.8198
Log likelihood = -3.4385334                      Root MSE          =     0.4092
```

D.Log_PIB	Coef.	Std. Err.	t	P>|t|	[95% Conf.	Interval]
ADJ						
Log_PIB L1.	-.4151917	.2306719	-1.80	0.110	-.947122	.1167386
LR						
Log_InvPub	-25.53741	19.57411	-1.30	0.228	-70.67538	19.60056
IndGouv	-42.82101	35.1931	-1.22	0.258	-123.9765	38.33443
ExpNet	-.0009711	.0009797	-0.99	0.351	-.0032303	.0012881
SR						
Log_InvPub D1.	8.642613	1.801346	4.80	0.001	4.488703	12.79652
_cons	51.87657	12.94312	4.01	0.004	22.02967	81.72346

Source : Base de données, auteur

Annexe 2 : Tests classiques de validité du modèle économétrique

```
. estat hettest

Breusch-Pagan / Cook-Weisberg test for heteroskedasticity
         Ho: Constant variance
         Variables: fitted values of D.Log_PIB

         chi2(1)      =     4.59
         Prob > chi2  =   0.0322
```

```
. sktest resid

                    Skewness/Kurtosis tests for Normality
                                                      ------ joint ------
    Variable |        Obs  Pr(Skewness)  Pr(Kurtosis) adj chi2(2)    Prob>chi2
-------------+-------------------------------------------------------------
       resid |         14      0.0805        0.2870        4.39          0.1114
```

```
. estat bgodfrey

Breusch-Godfrey LM test for autocorrelation

-------------------------------------------------------------------------
    lags(p) |          chi2                 df                 Prob > chi2
------------+------------------------------------------------------------
          1 |         0.000                  1                      0.9926
-------------------------------------------------------------------------
                          H0: no serial correlation
```

```
. vif

    Variable |       VIF       1/VIF
-------------+----------------------
  Log_InvPub |      3.48    0.287510
     IndGouv |      3.30    0.303485
      ExpNet |      1.12    0.894548
-------------+----------------------
    Mean VIF |      2.63
```

Source : Base de données, auteur

Annexe 3:Contribution sectorielle de l'investissement public sur la croissance

```
. reg D.Log_PIB D.Log_Infrastructures D.Log_Santé D.Log_Educationetformation D.Log_Rural D.Log_indu
> stServices D.Log_Servicessociaux D.Log_Gouvernance IndGouv ExpNet
```

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	10
				F(9, 0)	=	.
Model	11.9597452	9	1.32886058	Prob > F	=	.
Residual	0	0	.	R-squared	=	1.0000
				Adj R-squared	=	.
Total	11.9597452	9	1.32886058	Root MSE	=	0

D.Log_PIB	Coef.	Std. Err.	t	P>|t|	[95% Conf.	Interval]
Log_Infrastructures D1.	9.660201	.	.	.	.	.
Log_Santé D1.	-2.834061	.	.	.	.	.
Log_Educationetformation D1.	6.18053	.	.	.	.	.
Log_Rural D1.	11.41043	.	.	.	.	.
Log_industServices D1.	.0907771	.	.	.	.	.
Log_Servicessociaux D1.	-1.35856	.	.	.	.	.
Log_Gouvernance D1.	-20.17834	.	.	.	.	.
IndGouv	-31.36159	.	.	.	.	.
ExpNet	.0049701	.	.	.	.	.
_cons	-33.10864	.	.	.	.	.

Source : Base de données, auteur

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages fondamentaux

- Barro, R. J. (1990). *Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth*. Journal of Political Economy.
- Debreu, G. (1959). *Theory of Value: An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium*. Yale University Press.
- Hirschman, A. O. (1958). *The Strategy of Economic Development*. Yale University Press.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Macmillan.
- Lucas, R. E. (1988). *On the Mechanics of Economic Development*. Journal of Monetary Economics.
- Musgrave, R. A. (1959). *The Theory of Public Finance*. McGraw-Hill.
- Perroux, F. (1961). *L'économie du XXe siècle*. Presses Universitaires de France.
- Romer, P. M. (1986). *Increasing Returns and Long-Run Growth*. Journal of Political Economy.
- Solow, R. M. (1956). *A Contribution to the Theory of Economic Growth*. Quarterly Journal of Economics.

2. Articles empiriques

- Abiad, A., Furceri, D., & Topalova, P. (2016). *The Macroeconomic Effects of Public Investment: Evidence from Advanced Economies*. IMF.
- Aschauer, D. A. (1989). *Is Public Expenditure Productive?* Journal of Monetary Economics.
- Barro, R. J. (1991). *Economic Growth in a Cross Section of Countries*. Quarterly Journal of Economics.
- Boopen, S. (2006). *Transport Infrastructure and Economic Growth in Africa*. African Development Review.
- Calderón, C., & Servén, L. (2004). *The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution*. World Bank.
- Devarajan, S., Swaroop, V., & Zou, H. (1996). *The Composition of Public Expenditure and Economic Growth*. Journal of Monetary Economics.
- Kodongo, O., & Ojah, K. (2016). *Does Infrastructure Really Explain Economic Growth in Sub-Saharan Africa?* Journal of African Business.

3. Études sur le Cameroun

- Bendoma, M. (2017). *Public Investment and Economic Growth in Cameroon*.
- Ngangnchi, F., Joefendeh, R., & Innocent, K. (2022). *External Debt, Public Investment and Economic Growth in Cameroon*.

4. Rapports institutionnels

- Banque mondiale. *World Development Indicators*.
- Fonds Monétaire International (2018). *Public Investment Efficiency in Sub-Saharan Africa*.
- Institut National de la Statistique (INS), Cameroun.
- Ministère des Finances du Cameroun. *Lois de finances et lois de règlement*.
- OCDE (2018). *Cost-Benefit Analysis and the Environment*.

TABLE DE MATIERES

DECHARGE 2
DEDICACE 3
SOMMAIRE 4
REMERCIEMENTS 5
LISTE DES ILLUSTRATIONS 6
INTRODUCTION GÉNÉRALE 8
PARTIE I : CADRE THÉORIQUE ET FAITS DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE 10
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA CROISSANCE 11
1.1. Définitions des concepts clés 11
1.1.1. Dépenses publiques d'investissement 11
1.1.2. Croissance économique 12
1.1.3. Investissement public et productivité 13
1.1.4. Efficacité de la dépense publique d'investissement 14
1.1.5. Secteur d'activités 14
1.1.6. Allocation des ressources et allocation budgétaire publique 15
1.2. Fondements théoriques 16
1.2.1. Approche keynésienne 16
1.2.2. Approche néoclassique 17
1.2.3. Théories de la croissance endogène 18
1.2.3.1. Modèle de Paul Romer (1986) : le rôle de l'innovation 18
1.2.3.2. Modèle de Robert Lucas (1988) : le capital humain 18
1.2.3.3. Modèle de Robert Barro (1990) : l'investissement public productif 19
1.3. Contribution de l'investissement public par secteur à la croissance économique 19
CHAPITRE 2 : FAITS ET EVIDENCE EMPIRIQUES 22
2.1. Évidences empiriques 22
2.1.1. Evidences dans les pays développés 22
2.1.2. Évidences empiriques dans les pays en développement 22
2.1.3. Évidences empiriques en Afrique subsaharienne 23
2.1.4. Évidences empiriques sur le Cameroun 24
2.2. Faits stylisés de l'investissements publics et de la croissance économique 24
2.2.1. Investissement public en hausse depuis 2010 24
2.2.2. Part de l'investissement public dans la richesse nationale 25
2.2.3. Croissance économique modérée 26
2.2.3. Importance des dépenses d'infrastructures 27

PARTIE II : ANALAYSE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU CAMEROUN DE 2010 A 2024 29
CHAPITRE 3 : DEMARCHE METHODOLOGIQUE ET DESCRIPTION DES DONNEES 30
3.1. Démarche méthodologique 30
3.1.1. Choix du modèle économétrique et justification 30
3.1.2. Forme fonctionnelle du modèle ARDL 32
3.1.3. Hypothèses du modèle ARDL 32
3.1.4. Avantages du modèle ARDL 33
3.1.5. Limites du modèle ARDL 33
3.2. Base de données 34
3.2.1. Sources des données 34
3.2.2. Structuration et nature des données 34
3.2.3. Traitement des données 35
3.3. Choix et justification des variables retenues 35
3.3.1. La variable expliquée : la croissance économique 35
3.3.2. La variable principale : l'investissement public 36
3.3.3. Les variables sectorielles : une approche désagrégée de l'investissement 36
3.3.4. Les variables de contrôle : une nécessité économétrique 36
CHAPITRE 4 : ANALYSE DESCRIPTIVE ET ECONOMETRIQUE : RESULTATS 38
4.1. Analyse descriptive 38
4.1.1. Ecarts entre programmation et exécution en investissement public 38
4.1.2. Composition sectorielle de l'investissement public 38
4.1.2. Investissement public vs investissement privé 39
4.1.3. Croissance économique 40
4.1.3. Variables de contrôle 42
4.2. Analyse économétrique 43
4.2.1. Analyse des tests de stationnarité 43
4.2.2. Modèle ARDL global 44
4.2.2.1. Qualité globale du modèle 44
4.2.2.2. Dynamique de la croissance économique 45
4.2.2.3. Effet de l'investissement public sur la croissance 45
4.2.2.4. Rôle de la gouvernance 46
4.2.3. Relation de long terme entre les variables 47
4.2.3.1. Test de cointégration 47
4.2.3.2. Effets de l'investissement sur le long terme 47
4.2.3. Tests de diagnostics du modèle économétrique 48
4.2.3. Contribution sectorielle de l'investissement public 48

4.3. Recommandations de politiques publiques (budgétaires) 49
CONCLUSION GÉNÉRALE 51
ANNEXES 52
BIBLIOGRAPHIE 55
TABLE DE MATIERES 57